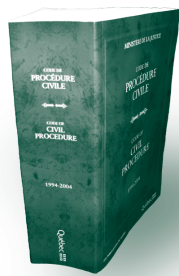


# RAPPORT D'ÉVALUATION

## de la Loi portant réforme du Code de procédure civile



L.Q. 2002, chapitre 7  
Mars 2006

Le Rapport d'évaluation de la Loi portant réforme  
du Code de procédure civile a été rédigé par  
le ministère de la Justice.

Le lecteur peut également le consulter sur le  
site Internet du Ministère à l'adresse suivante :  
[www.justice.gouv.qc.ca](http://www.justice.gouv.qc.ca)

Révision linguistique  
Conception graphique  
Suivi d'impression et de distribution  
Direction des communications

ISBN : 2-550-46871-6 (Imprimé)

ISBN : 2-550-46872-4 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2006

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée,  
à condition que la source soit mentionnée.

<b>Introduction</b>	7
L'historique	7
La période antérieure à la réforme	7
Le Comité de révision de la procédure civile	8
La réforme législative	9
L'évaluation de la réforme	11
L'historique	11
La collecte de données statistiques	11
Les consultations	12
 <b>Chapitre I - Le délai pour inscrire pour enquête et audition</b>	15
1.1 Les modifications apportées au Code de procédure civile par la réforme de 2002	15
1.2 Les constats	16
1.2.1 La demande de prolongation du délai de 180 jours	16
a) La fréquence des demandes de prolongation	16
b) Les motifs invoqués par les parties	17
c) Les motifs retenus par les tribunaux	18
1.2.2 Les demandes pour être relevé du défaut d'inscrire	19
a) La fréquence des demandes pour être relevé du défaut	19
b) Les motifs invoqués par les parties	20
c) Les motifs retenus par les tribunaux	20
1.3 Les points en discussion	21
1.3.1 Les griefs soulevés	21
a) La nécessité de présenter une demande au tribunal	21
b) La compression des dépenses au début des procédures	22
c) La priorisation des dossiers soumis à la règle du 180 jours	22
d) Le délai avant l'audition de la cause	22
1.3.2 Les aménagements discutés	23
a) L'allègement de la procédure pour obtenir la prolongation du délai de 180 jours	23
b) La prolongation du délai de 180 jours	23
c) L'ajout de mesures pour assurer le respect du délai de 180 jours	24
d) L'allongement du délai de 180 jours	24
e) La non application du délai de 180 jours à certaines actions	24
f) La conférence de gestion de l'instance	25
1.4 Les voies d'orientation	26

<b>Chapitre 2. - La gestion de l'instance</b>	<b>29</b>
2.1 L'entente sur le déroulement de l'instance	30
2.1.1 La réforme	30
2.1.2 Les constats	30
2.1.3 Les aménagements discutés	31
2.1.4 Les voies d'orientation	32
2.2 La présentation de la requête introductive	32
2.2.1 La réforme	32
2.2.2 Les constats	33
2.2.3 Les aménagements discutés	34
2.2.4 Les voies d'orientation	35
2.3 La conférence de gestion d'instance	35
2.3.1 La réforme	35
2.3.2 Les constats	36
2.3.3 Les aménagements discutés	36
2.3.4 Les voies d'orientation	36
2.4 La gestion particulière de l'instance	37
2.4.1 La réforme	37
2.4.2 Les constats	37
2.4.3 Les aménagements discutés	38
2.4.4 Les voies d'orientation	38
 <b>Chapitre 3. - L'interrogatoire préalable et l'expertise</b>	 <b>39</b>
3.1 L'interrogatoire préalable	39
3.1.1 La réforme	39
3.1.2 Les constats	39
3.1.3 Les aménagements discutés	40
3.1.4 Les voies d'orientation	40
3.2 L'expertise	41
3.2.1 La réforme	41
3.2.2 Les constats	41
3.2.3 Les aménagements discutés	42
3.2.4 Les voies d'orientation	42
 <b>Chapitre 4. - La défense orale</b>	 <b>45</b>
4.1 La réforme	45
4.2 Le constat : Le choix de l'écrit	46

4.2.1	Les statistiques .....	46
4.2.2	Le recul de l'oral .....	46
4.2.3	Les raisons invoquées .....	47
	a) <i>L'utilité de l'écrit</i> .....	47
	b) <i>Le bénéfice d'un plus grand délai</i> .....	47
	c) <i>Le report de l'audition de la défense orale</i> .....	47
	d) <i>Le tarif judiciaire</i> .....	47
4.2.4	Les avantages de la défense orale .....	47
4.3	Les voies d'orientation .....	48
<b>Chapitre 5. - La Conférence de règlement à l'amiable .....</b>		<b>51</b>
5.1	L'essor des modes de règlement à l'amiable et la réforme .....	51
5.2	Les expériences actuelles .....	52
5.2.1	La Cour d'appel .....	52
5.2.2	La Cour supérieure .....	53
5.2.3	La Cour du Québec .....	54
	a) <i>Première instance</i> .....	54
	b) <i>Petites créances</i> .....	55
5.3	Les voies d'orientation .....	56
<b>Chapitre 6. - L'appel .....</b>		<b>59</b>
6.1	La réforme .....	59
6.2	Les constats .....	59
6.3	Les voies d'orientation .....	61
<b>Chapitre 7. - Les autres points importants de la réforme .....</b>		<b>63</b>
7.1	L'application de la règle de la proportionnalité .....	63
7.1.1	La réforme et la jurisprudence .....	63
7.1.2	Les consultations .....	64
7.1.3	Les voies d'orientation .....	64
7.2	Les petites créances .....	64
7.2.1	La réforme .....	64
7.2.2	Les consultations .....	65
7.2.3	Les voies d'orientation .....	65
7.3	Les recours collectifs .....	66
7.3.1	La réforme .....	66



7.3.2	Les consultations .....	66
7.3.3	Les voies d'orientation .....	67
7.4	L'utilisation des technologies .....	67
7.4.1	Les consultations .....	67
7.4.2	Les voies d'orientation .....	68
7.5	Diverses mesures liées au déroulement de l'instance .....	68
7.5.1	L'incidence de l'augmentation des pouvoirs des tribunaux.....	68
7.5.2	La comparution et le défaut .....	68
7.5.3	Le changement de district .....	69
7.5.4	L'intervention des tiers .....	69
7.5.5	La convocation et l'indemnisation des témoins .....	70
7.5.6	La scission d'instance .....	70
7.5.7	La communication des pièces .....	71
7.5.8	Les dépens .....	71
<b>Conclusion .....</b>		<b>73</b>
<b>Les voies d'orientation .....</b>		<b>75</b>

L'article 180 de la Loi portant réforme du Code de procédure civile (L.Q. 2002, c. 7) établit l'obligation du ministre de la Justice de procéder à l'évaluation de cette réforme et de déposer son rapport d'évaluation au gouvernement au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2006. Cet article se lit comme suit :

« 180. Le ministre doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2006, faire au gouvernement un rapport sur la mise en œuvre du délai de rigueur de 180 jours prévu à l'article 110.1 du Code de procédure civile, sur l'application des règles prévues aux articles 175.1 à 175.3 de ce code, sur les autres changements majeurs apportés par la présente réforme, ainsi que sur l'opportunité, le cas échéant, de proposer les modifications qu'il juge utiles.

« Le ministre établit les indicateurs lui permettant d'évaluer les résultats de la mise en œuvre du délai de rigueur de 180 jours et de l'application des règles visées au premier alinéa.

« Ce rapport doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours suivant sa présentation au gouvernement ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

« Dans l'année qui suit la date de ce dépôt, la commission compétente de l'Assemblée nationale procède à l'étude du rapport et elle entend à ce sujet les observations des personnes et organismes intéressés. ».

Le présent rapport résulte de cette décision de l'Assemblée nationale et contient l'évaluation des modifications majeures effectuées par cette loi de même que les voies d'orientation proposées.

## L'historique

### La période antérieure à la réforme

Le Code de procédure civile, adopté le 6 avril 1965 (G.Q. 1965, c. 80), contrastait déjà de façon importante avec le Code de procédure civile antérieur, plus formaliste, dont l'entrée en vigueur datait de 1897 ; les articles 2 et 20<sup>1</sup>, toujours au code actuel, en expriment bien le principe essentiel. Ces deux dispositions, à elles seules, impliquèrent un changement de culture judiciaire à l'égard du formalisme antérieur, changement qui n'est devenu réalité que plusieurs années plus tard. Depuis, ce code a fait l'objet de modifications multiples, et nombre de procédures nouvelles y ont été ajoutées au fil des ans.

Ainsi, en 1971, le législateur ajoutait au Code de procédure civile le Livre VIII sur le recouvrement des petites créances ; en 1978, il y ajoutait le Livre IX sur le recours collectif, puis, en 1980, il prévoyait au Livre IV sur l'exécution des jugements une procédure spéciale de perception des pensions alimentaires, alors qu'en 1982, il intégra au Livre V sur les procédures spéciales un titre nouveau sur les procédures en

<sup>1</sup> Article 2 : « Les règles de procédure édictées par ce code sont destinées à faire apparaître le droit et en assurer la sanction ; et à moins d'une disposition contraire, l'inobservation de celles qui ne sont pas d'ordre public ne pourra affecter le sort d'une demande que s'il n'y a pas été remédié alors qu'il était possible de le faire. Ces dispositions doivent s'interpréter les unes par les autres et, autant que possible, de manière à faciliter la marche normale des procès, plutôt qu'à la retarder ou à y mettre fin prématurément. »

Article 20 : « Si le moyen d'exercer un droit n'a pas été prévu par ce code, on peut y suppléer par toute procédure non incompatible avec les règles qu'il contient ou avec quelque autre disposition de la loi. »

matière familiale et révisait les règles de présentation des appels. En outre, en 1986, il révisait le Livre VII sur les arbitrages, alors qu'en 1989, il introduisait de nouvelles règles au Livre VI sur les matières non contentieuses pour tenir compte de la réforme des régimes de protection des majeurs. En 1992, le législateur modifiait profondément la procédure pour faciliter l'application de la réforme du Code civil en s'inspirant des propositions de modifications au Code de procédure civile faites par le Comité sur la réforme du Code de procédure civile, présidé par le professeur Hubert Reid ; il instituait notamment un régime d'introduction d'instance par requête, applicable à certaines catégories de demandes. Puis, en 1996, le législateur introduisait une procédure allégée applicable à plusieurs catégories de demandes. Enfin, en 1998, il instituait, en matière non contentieuse, la procédure devant notaire.

Ces modifications et ajouts, souvent destinés à combler des lacunes découlant d'un processus formel parfois trop complexe, et parfois imparfaitement intégrés aux règles existantes, ont fait du code une loi disparate, ambiguë et, à certains égards, désuète. Par ailleurs, l'avènement de la Charte des droits et libertés de la personne et celui de la Charte canadienne des droits et libertés, la réforme du Code civil, l'évolution des technologies de l'information, l'adoption de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.R.Q. c. C-1.1), la mondialisation du droit et les changements profonds survenus dans les valeurs sociales traditionnelles n'ont cessé de requérir de nouvelles mesures législatives.

### Le Comité de révision de la procédure civile

Compte tenu de la constante, voire croissante, désaffection des citoyens à l'égard du système judiciaire<sup>2</sup>, résultant principalement des coûts des litiges, de la longueur des délais, de la complexité de la procédure, de l'incertitude du droit et de la perception des citoyens quant à la manière de régler leurs problèmes, il était urgent de revoir l'équilibre existant entre la qualité de la justice et les coûts et délais, tout en réduisant ces derniers.

Afin de remédier à cette situation, le ministre de la Justice procéda, en juin 1998, à la création du Comité de révision de la procédure civile. Le comité, présidé par le professeur Denis Ferland de l'Université Laval, était composé de sept autres membres issus de la communauté juridique.

Ce comité avait pour mandat de revoir les règles de procédure afin d'en limiter le nombre, de simplifier et d'alléger les voies de procédure et de tenir compte des mesures amiables ou de déjudiciarisation. Plus particulièrement, il avait pour mandat de revoir les principes directeurs du Code de procédure civile, la compétence des tribunaux et le rôle des divers acteurs, officiers de justice, avocats, notaires et huissiers ; il devait aussi évaluer et revoir les procédures introductives d'instance, dont la procédure allégée et la requête, revoir les règles particulières, dont celles sur les dépôts volontaires et les petites créances, et introduire des mécanismes amiables de règlement des conflits ; il devait enfin entraîner une meilleure communication de la preuve, un contrôle plus efficace du suivi des dossiers par l'intégration de délais cibles et une meilleure utilisation des ressources en réduisant les temps d'exécution des tâches.

Le comité a débuté ses travaux le 27 août 1998 et a remis au ministre de la Justice son rapport final, intitulé *Une nouvelle culture judiciaire*, le 28 août 2001. Ce rapport fait état des analyses et réflexions du comité, et il est divisé en trois grandes parties : les constats, la nouvelle vision de la procédure civile et les orientations privilégiées.

<sup>2</sup> Selon le tableau de l'annexe 2 du Rapport du Comité de révision de la procédure civile de juillet 2001, le nombre de demandes en matière civile serait passé d'environ 264 000 en 1977 à environ 148 000 en 1999.



Ce rapport dresse les constats du comité sur la diminution du nombre d'instances portées devant le tribunal, sur le coût de la justice comme frein à l'accessibilité, sur la complexité du droit comme élément dissuasif, sur les délais de la justice et sur certaines difficultés liées à l'administration de la justice. Il présente une nouvelle vision de la procédure civile et recommande une révision complète de cette procédure, fondée sur cinq principes : le respect des personnes, la responsabilisation des parties, l'intervention accrue du juge, la proportionnalité de la procédure et l'ouverture aux technologies de l'information. Il pose aussi les objectifs de la révision : humanisation de la justice ainsi que célérité et adéquation entre les coûts et la qualité de la justice. Enfin, il souhaite que la révision du Code de procédure civile permette le développement d'une nouvelle culture judiciaire dont les premiers bénéficiaires seraient les justiciables eux-mêmes.

### La réforme législative

À la suite de la remise du rapport final du Comité de révision de la procédure civile, le ministre de la Justice décida de procéder rapidement à la réforme législative de la procédure civile et de présenter, dès le mois d'octobre 2001, un projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le 6 juin 2002, à l'occasion de l'adoption de la réforme, le ministre de la Justice soulignait que celle-ci avait comme objectif fondamental d'établir une justice civile plus rapide, plus efficace et moins coûteuse, susceptible d'améliorer l'accès à la justice et d'accroître la confiance du citoyen dans le système de justice. Pour ce faire, la réforme proposait principalement des mesures visant le resserrement des délais accordés pour mettre une cause en état, la responsabilisation des parties et l'accroissement du rôle du juge dans la gestion des affaires.

Jusqu'alors, il était reconnu que les affaires introduites devant les tribunaux relevaient, au premier chef, de la responsabilité des avocats des parties, les tribunaux ayant pour rôle essentiel de trancher les litiges. Or, cette manière de percevoir le système de justice occultait la responsabilité de l'État dans l'organisation et le maintien du service public qu'est le système de justice, mais aussi la responsabilité des juges dans la gestion des instances et le bon déroulement des affaires. Ainsi, tout en reconnaissant le rôle essentiel des avocats dans la constitution et la maîtrise des dossiers, la réforme a accru le pouvoir d'intervention du juge dans le déroulement des affaires et affirmé sa mission de conciliation.

Enfin, la règle de proportionnalité constitue la pierre angulaire de la réforme pour que tous, juges, avocats et greffiers, prennent en considération que les actes de procédure et les moyens de preuve doivent être, eu égard aux coûts et au temps exigés, proportionnés à la nature et à la finalité de la demande et à la complexité du litige.

Compte tenu du fait que le Comité de révision de la procédure civile était formé principalement de représentants de la magistrature, du Barreau et du milieu universitaire, qu'un grand nombre de juristes de différentes provenances avaient participé aux travaux des sous-groupes de travail, que le comité avait procédé à des consultations et que les dispositions du projet étaient en grande partie conformes aux recommandations du rapport, le ministre décida de ne pas procéder à une consultation additionnelle avant l'adoption de principe du projet de loi, mais plutôt à une consultation particulière devant la Commission des institutions avant de procéder à l'étude détaillée du projet au printemps 2002.

Quelques divergences existaient entre les dispositions du projet de loi présenté et les recommandations du rapport du comité de révision. Certaines d'entre elles



apparurent à plusieurs membres de la communauté juridique comme étant incompatibles avec le bon fonctionnement des tribunaux et l'objectif ultime d'accessibilité à la justice. Le ministre de la Justice décida alors de suspendre temporairement le projet pour permettre à certains intervenants d'y réfléchir et d'entreprendre des échanges additionnels à son sujet.

Afin de permettre l'adoption de cette première partie de la réforme, une rencontre tripartite — magistrature – Barreau – ministère de la Justice — fut organisée; elle eut lieu le 22 février 2002. Y participaient les juges en chef et juges en chef associés de la Cour d'appel, de la Cour supérieure et de la Cour du Québec, plusieurs bâtonniers, dont ceux du Barreau du Québec et des barreaux de Montréal et de Québec, et les autorités du ministère de la Justice. Les échanges qui ont eu lieu lors de cette rencontre permirent d'atteindre le consensus suffisant pour faciliter la suite des travaux législatifs.

Le projet de loi portant réforme du Code de procédure civile a été sanctionné le 8 juin 2002 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003, à l'exception des articles portant sur les seuils financiers, qui sont entrés en vigueur le jour de la sanction. Il contient plusieurs des éléments majeurs de la révision, soit principalement l'établissement d'une procédure introductive d'instance applicable à la quasi-totalité des demandes en justice, l'obligation d'inscrire les demandes dans un délai de rigueur de 180 jours, les modifications urgentes en matière d'appel et de recours collectif et la réécriture complète du Livre VIII traitant du recouvrement des petites créances.

Le projet présenté le 13 novembre 2001 énonçait qu'une partie ne pouvait obtenir qu'une prolongation maximale de 90 jours, qu'elle ne pouvait demander qu'entre le 150<sup>e</sup> jour et le 180<sup>e</sup> jour du délai d'inscription et pour le seul motif qu'elle était dans l'impossibilité absolue d'agir; à défaut d'inscription dans le délai, il y avait présomption de désistement. Il fut convenu d'amender le projet pour permettre la prolongation, sans la limite de 90 jours, lorsque la complexité de l'affaire ou des circonstances spéciales le justifient. L'amendement devait également permettre à une partie d'être relevée du défaut d'inscrire lorsqu'elle démontre qu'elle a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir.

L'assouplissement des règles relatives à la prolongation du délai de rigueur accordé pour inscrire une cause ou en fixer la date d'audition a été l'élément fondamental du consensus obtenu le 22 février 2002; en contrepartie, il fut alors convenu de proposer dans le projet de loi une disposition établissant l'obligation d'évaluer les effets de cette partie de la réforme trois ans après sa mise en vigueur. La liste des demandes introductives d'instance pouvant faire l'objet d'une défense orale était également source d'inquiétude pour bon nombre de participants à cette réunion du 22 février. Il fut donc convenu de l'ajouter à l'exercice d'évaluation.

Cet article, imposant au ministre de faire un rapport au gouvernement le 1<sup>er</sup> avril 2006 sur la mise en œuvre de certains éléments de la réforme et d'établir à cette fin les indicateurs en permettant l'évaluation, fut discuté par les membres de la Commission des institutions. Ces derniers décidèrent de faire porter le rapport et l'évaluation non seulement sur les deux aspects proposés dans le projet, mais également sur les autres changements majeurs apportés par la réforme.

Le 17 juin 2004, la Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de délai d'inscription (L.Q. 2004, c. 14) assouplissait les règles relatives au délai de rigueur de 180 jours imposé aux parties pour mettre une cause en état et permettait dans tous les cas de demander une prolongation de délai en tout temps avant l'expiration de ce délai, tout en le portant à un an en matière familiale.

## L'évaluation de la réforme

### L'historique

Afin de permettre une évaluation adéquate des nouvelles règles après trois ans d'application, le ministre de la Justice, les juges en chef des tribunaux et le Barreau du Québec créèrent, dès février 2002, le Comité sur l'identification des indicateurs servant à l'évaluation des changements majeurs apportés par la réforme du Code de procédure civile.

Ce comité tripartite avait pour mandat d'identifier les questions ou les éléments à propos desquels il était utile de colliger des données statistiques qui permettraient d'évaluer principalement si les règles relatives au délai d'inscription étaient trop rigides ou, à l'inverse, trop permissives, et si les dispositions favorisant un recours accru à la contestation orale étaient adéquates. Le mandat de ce comité a été étendu aux autres éléments majeurs de la réforme pour tenir compte de l'amendement apporté en commission parlementaire à l'article 180 de la Loi portant réforme du Code de procédure civile.

Le comité proposa, dans son rapport remis au ministre de la Justice en juin 2004, un très grand nombre d'indicateurs devant permettre d'évaluer au moyen de données statistiques les résultats de la mise en œuvre de l'ensemble des changements majeurs apportés par la réforme.

Un comité ministériel fut mis sur pied pour mettre en place les mécanismes nécessaires pour procéder à la collecte des données statistiques recommandées par le comité sur les indicateurs et pour élaborer le rapport prévu dans la loi. Le comité ministériel a eu comme première tâche de vérifier s'il était possible de suivre ces recommandations et de choisir, parmi les données disponibles pour la collecte, celles qui étaient susceptibles de permettre l'évaluation de la réforme.

### La collecte de données statistiques

L'enquête a été réalisée par l'Institut de la statistique du Québec, et la collecte des données a été effectuée par consultation directe des dossiers dans les palais de justice sélectionnés. Entre le 13 juin et le 4 août 2005, quatre chercheurs dont les services avaient été retenus par le ministère de la Justice ont effectué cette collecte en remplissant, pour chaque dossier sélectionné, un questionnaire électronique élaboré par les membres du Comité d'évaluation de la réforme.

L'enquête visait l'ensemble des dossiers qui répondaient aux critères d'admissibilité retenus par le comité, et qui ont été ouverts en 2003 et 2004 à la chambre civile de la Cour du Québec, aux chambres civile et familiale de la Cour supérieure et à la Cour d'appel en matière civile. Le nombre de dossiers admissibles s'élevait à 32 978, répartis dans 37 des 42 palais de justice du Québec.

Quatorze palais de justice ont été retenus : sept d'entre eux l'ont d'abord été en raison du grand nombre de dossiers admissibles que comportait l'ensemble de leurs dossiers ouverts (70 % de l'ensemble des dossiers) ; les sept autres palais ont été choisis au hasard, de façon proportionnelle quant au nombre de dossiers. Un certain nombre de dossiers ont été sélectionnés dans chacun de ces quatorze palais en fonction des objectifs de précision recherchés. Le nombre de dossiers dépouillés lors de la collecte s'élevait à 2 440 dossiers.

Le taux d'inadmissibilité à l'enquête a été évalué : il est de 10 % à 25 % selon la juridiction. Or, la taille de l'échantillon étant de 2 440 dossiers, celle-ci permettait de



prévoir une marge d'erreur d'au plus 5 % dans chacune des juridictions. En excluant 133 dossiers écartés lors de la collecte, le taux de réponse global a été établi à 97,4 %.

Enfin, pour tenir compte du choix des palais de justice et de celui des dossiers à l'intérieur des palais choisis, et afin d'assurer une image globale qui soit représentative de l'ensemble du territoire québécois, une pondération appropriée a permis de généraliser les données à l'ensemble des dossiers admissibles.

### Les consultations

Cependant, les nouvelles dispositions du code n'étant en vigueur que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003 — ou le 17 juin 2004 dans le cas des modifications — les statistiques recueillies risquaient de ne pas être suffisamment révélatrices des problèmes réels engendrés par la réforme. La période de référence pour la collecte de données statistiques est trop courte pour permettre d'évaluer tous les effets réels de la réforme par ce seul moyen, parce que les règles antérieures relatives à la procédure introductive d'instance, en particulier, ont continué à régir les affaires en cours au moment de l'entrée en vigueur de la réforme, et aussi parce qu'un changement de culture judiciaire ne peut se réaliser dans un si court délai. Le Comité d'évaluation de la réforme a donc procédé, à l'automne 2005, à une analyse jurisprudentielle des principaux éléments de la réforme et à une consultation de représentants des groupes constituant la communauté juridique.

Selon que l'on exerce les fonctions de juge, d'avocat ou de greffier des tribunaux judiciaires, la perception des effets de la réforme peut varier de façon appréciable. De même, les effets de la réforme peuvent varier selon la juridiction ou le district judiciaire. Quatre rencontres ont donc eu lieu avec des groupes de représentants de la Cour supérieure, de la Cour du Québec et du Barreau du Québec, et avec un groupe de greffiers des tribunaux. Chacun de ces groupes était composé de personnes travaillant dans différentes régions du Québec afin d'obtenir des informations adéquates sur les effets de la réforme tant dans la métropole et la capitale que dans les régions, et de bénéficier de l'expérience et des préoccupations de chacun. De plus, deux autres rencontres ont eu lieu, l'une avec des membres de la Cour d'appel, l'autre avec des représentants des contentieux gouvernementaux. Enfin, en février 2006, de nouvelles consultations ont été faites avec des représentants des différents groupes consultés, sur une première version du rapport. Elles avaient pour but de vérifier que celui-ci reflétait bien les discussions poursuivies et les positions exprimées. Ces dernières consultations furent aussi l'occasion de discuter avec les représentants du Barreau du Québec de la position de l'organisme énoncée par celui-ci dans une lettre transmise au ministre de la Justice<sup>3</sup> et de prendre acte de la position de la Cour du Québec quant à l'importance de réserver au juge les actes liés à la gestion de l'instance.

L'analyse et les orientations contenues dans le présent rapport tiennent compte à la fois des constats qui se dégagent de l'étude des données statistiques, de l'interprétation jurisprudentielle et des commentaires exprimés par les représentants des différents groupes. Ce rapport ne comporte cependant pas d'éléments sur les conséquences de la réforme sur les citoyens. Il aurait fallu alors procéder à une enquête autre que statistique. Le rapport porte donc essentiellement sur les éléments de la réforme lesquels ont également servi d'ordre du jour lors des rencontres de consultation.

Ainsi, le premier chapitre énonce les principaux constats et voies d'orientation relatifs au délai de rigueur de 180 jours accordé pour mettre une cause en état.

<sup>3</sup> Ces propositions étaient énoncées dans une lettre du 3 février 2006 de la bâtonnière du Québec, M<sup>e</sup> Madeleine Lemieux, au ministre de la Justice, M. Yvon Marcoux.

Le second chapitre renferme les principaux constats et voies d'orientation qui se dégagent de l'application des mécanismes de gestion d'instance introduits ou généralisés par la réforme : le calendrier des échéances, la présentation de la demande, la conférence de gestion d'instance et la gestion particulière de l'instance.

Le troisième chapitre expose les constats et voies d'orientation relatifs à deux éléments majeurs de la procédure et de la preuve : l'interrogatoire préalable et l'expertise.

Le quatrième chapitre présente l'analyse des effets des règles étendant la contestation orale à de nouvelles catégories de demande.

Le cinquième chapitre est consacré à la conférence de règlement à l'amiable tant en première instance qu'en appel.

Quant au sixième chapitre, il porte sur les diverses modifications effectuées en matière d'appel.

Enfin le septième chapitre présente l'évaluation des autres changements majeurs apportés par la réforme, notamment l'introduction des principes directeurs relatifs à la proportionnalité, l'utilisation des nouvelles technologies et l'adoption de nouvelles mesures en matière de recouvrement des petites créances et de recours collectif.

Enfin, la conclusion du rapport présente, au terme de l'évaluation exigée par le chapitre 7 des lois de 2002, des constats faits, des observations notées et des commentaires exprimés lors des consultations, les voies d'orientation développées sous chacun des chapitres. Ces orientations seront, tel que le prévoit la loi, soumises à nouveau à la consultation par la Commission compétente de l'Assemblée nationale.





## LE DÉLAI POUR INSCRIRE POUR ENQUÊTE ET AUDITION

### 1.1 Les modifications apportées au Code de procédure civile par la réforme de 2002

Les modifications apportées le 1<sup>er</sup> janvier 2003 par la Loi portant réforme du Code de procédure civile s'inscrivaient dans le projet de révision de notre culture judiciaire. Ces modifications visaient également à diminuer les délais requis pour la mise en état des dossiers et, par voie de conséquence, à hâter le moment où une affaire peut être présentée à un juge pour en assurer le bon déroulement, ou encore, le moment où elle peut être entendue par le tribunal. L'un des objectifs poursuivis était de faire en sorte que les parties planifient tôt dans l'instance le déroulement de celle-ci. Dès lors, une meilleure gestion du dossier s'ensuivrait, et des délais plus courts entraîneraient pour le justiciable une diminution des inconvénients et des coûts tout en permettant d'améliorer l'accès à la justice.

Selon l'article 110.1 (C.p.c.), les demandes en justice doivent, si elles sont contestées oralement, être entendues ou fixées ou, si elles sont contestées par écrit, être inscrites pour enquête et audition dans un délai de rigueur de 180 jours. La réforme étendait donc à toutes les actions intentées selon le Livre II du Code de procédure civile l'obligation faite aux parties de mettre leur cause en état dans un délai de rigueur de 180 jours à compter de la signification de la requête, quelle que soit la nature de l'affaire. Cette obligation avait été introduite en 1996 par la Loi modifiant le Code de procédure civile, la Loi sur la Régie du logement, la Loi sur les jurés et d'autres dispositions législatives (1996, c. 5). Cette loi prévoyait un ensemble de règles établissant une procédure allégée pour les demandes dans lesquelles la valeur en litige ou le montant réclamé est de 50 000 \$ et moins, ainsi que pour certains litiges généralement moins complexes, notamment en matière de prix de vente d'un bien meuble ou de lettres de change.

Quoique le délai d'inscription soit un délai de rigueur, il peut être prolongé par le tribunal lorsque la complexité de l'affaire ou des circonstances spéciales le justifient. En l'absence d'une prolongation accordée par le tribunal, le défaut de respecter le délai prévu entraîne l'application d'une présomption absolue de désistement (art. 274 C.p.c.).

Lors de l'entrée en vigueur de la réforme, les parties ne pouvaient soumettre une demande de prolongation avant la période de 30 jours précédant l'expiration du délai de 180 jours. L'impossibilité de présenter une demande de prolongation avant le 151<sup>e</sup> jour obligeait les parties à s'entendre sur le déroulement de l'instance en fixant un calendrier des échéances qu'elles savaient, en nombre de cas, irréalistes dès la présentation de la requête introductive d'instance.

Enfin, le tribunal pouvait également relever une partie des conséquences de son retard d'inscrire son dossier pour enquête et audition dans le délai de 180 jours, si cette partie démontrait qu'elle était, en fait, dans l'impossibilité d'agir dans le délai prescrit.

En juin 2004, pour assouplir la rigueur du délai de 180 jours, des modifications furent apportées au Code de procédure civile afin de permettre aux parties de soumettre au tribunal une demande de prolongation lors de la présentation de la requête introductive ou en tout temps avant l'expiration du délai, si elles ne sont pas en mesure

d'évaluer le délai nécessaire au jour de la présentation. Cette modification fut bien accueillie, particulièrement par les avocats.

En juin 2004 également, le délai de rigueur de 180 jours a été porté à un an dans les matières familiales. Dans ces matières, l'allongement du délai permettait, lorsque nécessaire, d'obtenir une ordonnance de sauvegarde ou un jugement sur les mesures provisoires, de procéder aux expertises souvent nombreuses et de préparer tout document pour permettre au tribunal de se prononcer sur le fond du litige. Mais surtout, ce délai additionnel visait à permettre au tribunal de mieux se prononcer sur la situation des parties, devenue, avec le temps, plus stable et définitive. Enfin, l'allongement du délai favorisait une diminution de l'émotivité vécue par les parties au moment du dépôt de la procédure et donnait lieu à des décisions plus adaptées au nouveau contexte créé par la séparation. Cet assouplissement ne semble pas avoir eu d'effet négatif sur les délais d'audition des demandes en matière familiale, et l'ensemble des intervenants du milieu judiciaire se sont d'ailleurs déclarés très satisfaits du délai d'un an.

## 1.2 Les constats

Le délai de 180 jours a souvent fait l'objet de critiques. Il convenait donc de vérifier le fondement de celles-ci et, notamment de vérifier si l'exigence d'inscrire dans un délai de 180 jours pouvait généralement être respectée. C'est pourquoi la collecte de données a surtout porté sur le nombre de demandes présentées pour prolonger le délai de 180 jours ou pour être relevé du défaut d'inscrire, de même que sur les motifs invoqués au soutien de ces demandes.

Or, les résultats de notre enquête démontrent que le délai de rigueur semble en général respecté par les avocats et les parties dans les litiges portés devant les tribunaux, puisque seul un faible pourcentage de l'ensemble des dossiers compte une demande de prolongation — ou plus d'une. Cependant, ces demandes se retrouvent dans une forte proportion dans les affaires qui vont à procès.

On constate également que tant les demandes de prolongation que celles visant à être relevées du défaut de respecter le délai de 180 jours sont généralement accordées. Plusieurs des juges consultés avouent qu'ils sont réticents à refuser ces demandes en raison de la gravité des conséquences qu'engendrerait un refus pour les parties, surtout lorsque la sanction entraîne la prescription du droit d'action. En effet, selon l'article 274.3 (C.p.c.), le demandeur qui fait défaut d'inscrire dans le délai fixé par la loi est réputé s'être désisté de sa demande.

### 1.2.1 La demande de prolongation du délai de 180 jours

#### a) La fréquence des demandes de prolongation

En Cour supérieure, en matière civile, 11 104 dossiers ont été ouverts en 2003, et 11 808 en 2004. En Cour du Québec, pour ces mêmes années, 30 506 et 31 348 dossiers ont été ouverts. Selon les résultats de l'enquête, les demandes de prolongation sont plus fréquentes à la Cour supérieure. En effet, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 16 juin 2004, au moins une demande a été présentée dans 15,6 % des dossiers de cette cour. Pour la période du 17 juin 2004 au 31 décembre 2004, le pourcentage de dossiers nécessitant une demande de prolongation a été de 21,3 %. À la Cour du Québec, pour les mêmes périodes, seulement 5,1 % et 5,6 % des dossiers ont requis le dépôt d'une demande de prolongation.

Il faut toutefois rappeler que, selon tous les intervenants, seule une faible proportion des instances introduites devant les tribunaux se rend à procès. Nombre

d'affaires sont décidées rapidement en l'absence du défendeur, plusieurs se règlent et d'autres sont abandonnées.

Mais, selon les données recueillies par les juges rencontrés, il y aurait eu une demande de prolongation dans 90 % des dossiers de la Cour supérieure qui se rendent à procès. Il y en aurait eu dans 10 % des dossiers inscrits à la Cour du Québec pour enquête et audition. Malgré que la base de comparaison ne soit pas la même, la différence entre les deux juridictions s'explique par la compétence plus étendue de la Cour supérieure.

Il est impossible de connaître le nombre moyen de demandes de prolongation par dossier, mais les juges de la Cour supérieure constatent que l'on trouve souvent plus d'une demande par dossier.

Selon les données extraites du système informatique civil (plumitif) du ministère de la Justice, il y aurait eu à la Cour supérieure environ 645 demandes de prolongation en 2003, 3219 en 2004 et 3503 pour les 10 premiers mois de 2005, tandis qu'à la Cour du Québec 310 demandes ont été enregistrées en 2003, 1011 en 2004 et 1026 pour les 10 premiers mois de 2005. Le nombre peu élevé de demandes faites en 2003 s'explique par le fait qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, date de l'entrée en vigueur de la réforme, jusqu'au mois de juin 2004, une telle demande ne pouvait être présentée au tribunal avant la 151<sup>e</sup> journée du délai de 180 jours.

Lors des rencontres de consultation, les juges de la Cour supérieure nous ont indiqué que l'on trouve présentement un grand nombre de ces demandes inscrites au rôle de la chambre de pratique. À titre d'exemple, il y aurait actuellement à Montréal plus de 200 demandes de prolongation par mois. Le même constat est fait par les représentants du réseau des palais de justice. Par ailleurs, selon les juges de la Cour supérieure qui ont été consultés, il semble qu'il n'y ait presque plus de demandes de prolongation depuis la modification apportée en juin 2004 à l'article 110.1 (C.p.c.), en matière familiale.

Les données recueillies dans les dossiers consultés ne permettent pas de voir s'il existe un lien entre le nombre de parties au dossier et la présence d'une demande de prolongation. Toutefois, plusieurs juges de la Cour du Québec estiment que la présence de plusieurs parties dans un litige augmente les probabilités d'une telle demande. Les avocats consultés nous ont d'ailleurs mentionné que la présence de plus de deux parties dans un dossier constitue en soi un facteur de complexité. La différence entre les données recueillies et la perception des tribunaux découle peut-être du fait que ce motif n'est pas plaidé en tant que tel, mais qu'il se présente plutôt sous le couvert de la complexité du dossier.

Notre enquête ne permet pas de déterminer avec précision la répartition des demandes de prolongation selon la nature du litige. Cependant, il ressort de la collecte que 36,1 % des dossiers de la Cour supérieure et 46,1 % des dossiers de la Cour du Québec où l'on constate la présence d'au moins une demande de prolongation sont fondés sur la responsabilité civile découlant d'un préjudice matériel.

#### *b) Les motifs invoqués par les parties*

Les motifs invoqués au soutien des demandes de prolongation sont variés. Pour les fins de la collecte de données, nous avons prévu 19 motifs dans le questionnaire, de même qu'une catégorie « autres ».

Les données recueillies indiquent que les motifs les plus souvent invoqués sont la nécessité de procéder à un interrogatoire hors cour, la complexité du litige, la néces-



sité de procéder à des expertises, la difficulté d'obtenir des documents pertinents au litige et le manque de disponibilité de l'avocat ou de l'une des parties.

La nécessité de procéder à un interrogatoire hors cour est le motif le plus fréquemment invoqué tant devant la Cour supérieure que devant la Cour du Québec. Il constitue, pour les années 2003 et 2004, 43,3 % des motifs invoqués en Cour supérieure et 33 % de ceux invoqués en Cour du Québec.

Lorsque le motif qui fonde la demande est la complexité du litige, les tribunaux s'appuient sur les allégations propres au dossier afin de déterminer sa pertinence. Ainsi, selon la jurisprudence, peut représenter un dossier complexe un litige d'assurance qui nécessite une preuve de dommages en ayant recours à des expertises et à des contre-expertises. Peut également être assimilé à un dossier complexe un litige dans lequel les parties, également parties à d'autres poursuites dans un autre pays, ont entrepris des pourparlers sérieux de règlement<sup>4</sup>. Généralement, les tribunaux acceptent aussi de prolonger le délai de 180 jours lorsque le nombre de parties est élevé<sup>5</sup>.

Si, malgré toute la bonne volonté dont les parties font preuve dans la préparation de leur dossier, des délais supplémentaires deviennent nécessaires pour trouver des experts ou pour fournir des expertises ou des contre-expertises, les juges se montrent souples. En effet, ils sont conscients que les délais usuels pour la préparation d'une expertise empêchent souvent les parties de compléter leur dossier avant l'expiration du délai accordé pour inscrire. Ainsi, dans plusieurs des causes où le juge constate que l'expertise requise ne sera disponible que prochainement et que le délai nécessaire à son obtention ne résulte pas de la faute de l'une ou de l'autre des parties, il accueille généralement la requête<sup>6</sup>.

L'examen des dossiers ne nous a toutefois pas permis de relier la présence d'un rapport d'expertise et la tenue d'un interrogatoire hors cour à la présentation d'une demande de prolongation, car souvent l'un n'est pas encore présent dans le dossier et l'autre n'est pas toujours déposé. Il en est de même pour les mises en cause forcées et les demandes reconventionnelles. En effet, les données de notre enquête indiquent qu'à la Cour du Québec, la nécessité de procéder à une expertise ou plus était recensée dans 19,2 % des dossiers. La présence d'au moins une mise en cause forcée était constatée dans 13 % de ces dossiers, et celle d'une demande reconventionnelle ou plus dans 17,5 % de ces dossiers. Finalement, l'existence d'au moins un interrogatoire préalable était constatée dans 13,1 % de ces dossiers.

Cependant, le constat fait à la Cour supérieure indique qu'à cette cour, ces éléments apparaissent dans un plus grand pourcentage des dossiers dans lesquels une demande de prolongation a été faite. Ainsi, la nécessité de procéder à une expertise ou plus est présente dans 28,1 % de ces dossiers, et l'implication d'au moins une mise en cause forcée l'est dans 22,5 % de ces dossiers. Une demande reconventionnelle ou plus est observée dans 19,1 % de ces dossiers. Enfin, la présence d'au moins un interrogatoire hors cour est notée dans 30,9 % de ces dossiers.

### *c) Les motifs retenus par les tribunaux*

Les données recueillies dans les dossiers ainsi que la consultation menée auprès des divers intervenants du milieu judiciaire confirment le fait que les demandes de prolongation sont presque toujours accordées. Selon les juges consultés, elles sont

<sup>4</sup> *Otis c. Otis*, 2004 IIJCan 49166 (C.S.), *Axa assurances inc c. Desrochers*, 2004 IIJCan 22275 (C.S.).

<sup>5</sup> *Société d'habitation du Québec c. Hébert*, B.E. 2004BE-621 (C.S.).

<sup>6</sup> *V.K. c. L.V.*, 2004 IIJCan 1697 (C.S.), *Ducasse c. Gagné*, 2004 IIJCan 4371 (C.S.).

d'ailleurs rarement contestées, les parties étant consentantes à prolonger le délai. Les données recueillies dans le cadre de notre collecte indiquent que les demandes de prolongation sont accordées dans 95 % des cas. En tenant compte du fait qu'il n'y aurait pas eu de décision rendue dans environ 3 % des cas, le pourcentage de demandes refusées est extrêmement bas. De plus, il ne semble pas que des motifs soient retenus plus fréquemment que d'autres par le tribunal.

Les juges de la Cour supérieure accorderaient généralement un délai additionnel de 90 jours. Selon les juges de la Cour du Québec, les avocats demanderaient habituellement entre 30 et 90 jours, mais jamais plus que 180 jours. L'ensemble des juges considère que les délais demandés sont raisonnables.

Selon les représentants de la Cour du Québec, les décisions rendues par la Cour d'appel et la Cour supérieure invitent les tribunaux à faire preuve d'indulgence compte tenu de la sévérité de l'unique sanction prévue par la loi. Les juges hésitent donc à faire perdre des droits aux parties pour une question de procédure ; par contre, ils se montrent plus sévères lorsque le recours semble frivole. Une telle position est en accord avec le principe posé par l'article 2 du Code de procédure civile.

Certains juges ont de la réticence à accorder une prolongation de délai pour le motif que des négociations sont en cours en vue d'un règlement, car le dépôt d'une inscription pour instruction n'empêche pas les parties de continuer leurs échanges pour tenter de régler le litige. Nos données semblent en effet démontrer que ce motif est moins souvent retenu que l'ensemble des autres motifs invoqués, sauf dans les instances en matière familiale, où les juges se montrent moins restrictifs car, en matière familiale, la procédure de réconciliation doit avoir préséance sur les règles de procédure visant à accélérer le processus judiciaire<sup>7</sup>.

### 1.2.2 Les demandes pour être relevé du défaut d'inscrire

#### a) La fréquence des demandes pour être relevé du défaut

Selon les données recueillies lors de l'enquête pour les années 2003 et 2004, le nombre de demandes pour être relevé du défaut d'inscrire pour enquête et audition dans le délai de 180 jours est inférieur aux demandes de prolongation. À la Cour supérieure, une demande pour être relevé du défaut est présentée dans 3,1 % des dossiers à Montréal, 2,3 % des dossiers à Québec et 8,7 % des dossiers dans les autres palais de justice de la province. À la Cour du Québec, les pourcentages sont de 3 % à Montréal, 7,7 % à Québec et 1,1 % dans les autres palais de justice. Les parties semblent donc préférer demander la prolongation du délai avant qu'il ne soit expiré plutôt que de demander d'être relevé du défaut d'avoir inscrit. La situation est similaire pour les deux juridictions.

Selon les données extraites du système informatique civil (plumitif) du ministère de la Justice, il y aurait eu en Cour supérieure 70 demandes en 2003, 108 en 2004 et 182 pour les 11 premiers mois de 2005. À la Cour du Québec, le nombre de demandes est de 25 pour 2003, de 45 pour 2004 et de 81 pour les 11 premiers mois de 2005. Le nombre de demandes pour l'année 2003 ne vaut que pour 6 mois, puisque les nouvelles dispositions ne touchaient que les dossiers ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, et qu'une partie ne pouvait alors être en défaut d'inscrire pour enquête en audition qu'après l'expiration du délai de 180 jours.

Les données recueillies pour les années 2003 et 2004 lors de l'enquête ne permettent pas de faire des liens entre la présentation d'une demande d'être relevé du défaut

<sup>7</sup> Y.B. c. P.P., B.E. 2004BE-251 (C.S.).





d'inscrire et la présence d'un rapport d'expertise, d'une mise en cause forcée, d'une demande reconventionnelle ou d'un interrogatoire hors cour. En effet, à la Cour du Québec, dans les dossiers comportant au moins une demande pour être relevé du défaut d'inscrire, la nécessité de procéder à une expertise ou plus est recensée dans 19,3 % des dossiers, alors que la présence d'au moins une mise en cause forcée est constatée dans 13 % des dossiers, que celle d'une demande reconventionnelle ou plus l'est dans 17,5 % des dossiers, et que l'existence d'au moins un interrogatoire préalable est constatée dans 13,1 % des dossiers.

Toutefois, à la Cour supérieure, des pourcentages plus élevés sont constatés dans les dossiers où des rapports d'expertise, des mises en cause forcées, des demandes reconventionnelles ou des interrogatoires hors cour sont présents. De fait, ils représentent respectivement 28,1 %, 22,5 %, 19,1 % et 30,8 % des dossiers.

#### *b) Les motifs invoqués par les parties*

En Cour du Québec, le motif de loin le plus invoqué pour justifier de se faire relever du défaut d'inscrire pour instruction dans le délai prévu est l'erreur ou la négligence de l'avocat. Ce motif constitue 76,1 % des motifs invoqués et serait retenu dans 69,6 % des cas par le tribunal. En Cour supérieure, ce motif est également celui qui est le plus souvent invoqué, quoique à un degré moindre. Les tribunaux ont donc été amenés à considérer que, dans la majorité des cas, l'erreur ou la négligence de l'avocat entraîne pour la partie représentée une impossibilité d'agir. Cette attitude est certainement liée à la sévérité de la sanction prévue en cas de défaut d'inscrire dans les délais. Les tribunaux font donc preuve de souplesse et les tribunaux de première instance semblent opter, de façon claire, pour une analyse subjective de l'impossibilité d'agir. Cependant, il existe une distinction importante entre l'erreur d'un avocat et une négligence de sa part. Lorsque le défaut d'inscrire la cause est imputable seulement à une erreur de l'avocat, la partie qu'il représente devrait, dans la majorité des cas, être relevée de son défaut d'inscription<sup>8</sup>. Toutefois, s'il s'agit d'une négligence, et que celle-ci est attribuable à la partie elle-même, à l'avocat ou bien aux deux, cette négligence n'est généralement pas assimilée à une impossibilité d'agir, et le tribunal peut rejeter la requête<sup>9</sup>.

La collecte de données ne nous permet pas de déterminer avec précision la répartition des demandes pour être relevé du défaut selon la nature du litige. Cependant, pour les deux juridictions, dans un grand pourcentage de dossiers, la présence d'au moins une demande est remarquée lorsqu'il s'agit d'actions fondées sur un contrat ou réclamant des dommages-intérêts.

#### *c) Les motifs retenus par les tribunaux*

D'après les résultats de l'enquête pour les années 2003 et 2004, les demandes pour être relevé du défaut d'inscrire sont généralement accordées. Selon les dossiers compris dans l'échantillonnage, en Cour supérieure, 88,7 % des demandes sont accordées. Puisque le tribunal ne se prononce pas sur 8,1 % des demandes, par exemple lorsque survient un règlement hors cour, le nombre de demandes rejetées est extrêmement bas. Le pourcentage des demandes accordées est encore plus élevé à la Cour du Québec où, selon les dossiers échantillonnés, elles sont presque toutes accordées. De plus, l'ensemble des motifs invoqués est généralement retenu par le tribunal.

<sup>8</sup> Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. c. Pneu Pro-pose inc., REJB 2003-49906 (C.S.), ING compagnie d'assurances du Canada c. Uniphase Construction inc., (2005) J.Q.no.1019 (C.A.).

<sup>9</sup> Ouellet c. St-Michel-de-Squatec (Corp. Municipale), REJB 2003-51547 (C.S.), SOQUIJ AZ-04019610 (C.A.), Maritime Insurance Company c. Transport Fafard inc., J.E.2005-1298 (C.S.).

### 1.3 Les points en discussion

Tous les intervenants rencontrés sont unanimes pour conserver au Code de procédure civile un délai obligatoire pour la mise en état des dossiers, mais presque tous considèrent qu'il serait nécessaire d'apporter des aménagements à la règle actuelle, notamment pour mieux prendre en compte les dossiers complexes.

Les intervenants reconnaissent que l'existence d'un délai obligatoire crée une pression utile pour éviter tout retard dans la mise en état du dossier. Ce délai donne à la partie demanderesse une plus grande indépendance à l'égard de la partie défenderesse. Il permet aussi au tribunal, le cas échéant, d'intervenir tôt dans le processus pour assurer le bon déroulement de l'instance ou pour résoudre les difficultés qui se présentent, et surtout pour veiller à l'application de la règle de la proportionnalité. Selon les propos recueillis lors des consultations et la collecte des données, le délai actuel apparaît suffisant pour la grande majorité des dossiers. Ainsi, une demande de prolongation ou une requête pour être relevé du défaut d'inscrire dans les délais ne s'avère nécessaire que dans les dossiers complexes ou, généralement, dans ceux qui se rendent à procès.

En effet, la majorité des intervenants rencontrés considère qu'il s'avère presque impossible de respecter le délai de 180 jours lorsque les affaires contestées sont complexes, ce qui est généralement le cas lorsque les parties procèdent à des interrogatoires préalables ou font appel à des experts, ou lorsque des tiers interviennent à l'instance. D'ailleurs, il a été constaté qu'un nombre nettement plus élevé de demandes de prolongation se trouvent dans les dossiers inscrits pour instruction ou dont l'instruction devant le tribunal a effectivement eu lieu.

Pour certains, l'impératif de l'inscription dans le délai de 180 jours aurait eu pour effet d'accroître le coût des litiges. En effet, les délais d'attente et les multiples déplacements au palais de justice engendrent des coûts pour les citoyens, pour les avocats et pour l'ensemble du système judiciaire.

Pour leur part, les juges de la Cour du Québec ont souligné que les affaires qui leur sont soumises sont de plus en plus complexes et que le nombre d'avocats dans un même dossier ne cesse d'augmenter. De plus, les procès se déroulent sur un plus grand nombre de journées, et cela malgré la baisse du volume total des dossiers. L'augmentation des causes de longue durée est également confirmée par les représentants du réseau des services judiciaires.

#### 1.3.1 Les griefs soulevés

##### *a) La nécessité de présenter une demande au tribunal*

Selon la majorité des intervenants, la présentation au tribunal de demandes pour prolonger le délai de 180 jours ou pour être relevé du défaut d'inscrire pour instruction entraîne une perte de temps, non seulement pour les parties et leurs avocats, mais aussi pour le tribunal, et cela au détriment d'autres demandes incidentes. Cela est d'autant plus vrai que ces demandes sont presque toujours accordées. En région, cet effet est plus important en raison du nombre limité de séances de la chambre de pratique. D'ailleurs, les représentants de la Cour du Québec affirment devoir fréquemment, en région, assigner un juge en dehors des séances régulières uniquement pour entendre des demandes de prolongation, afin que les avocats puissent présenter leur demande avant l'expiration du délai de 180 jours. Il a également été noté, en région, qu'en raison du nombre restreint de séances du tribunal, des avocats demandent de prolonger le délai de manière préventive afin de ne pas être en retard.



Pour la partie engagée dans un litige, la présentation d'une demande de prolongation implique également des coûts importants qui paraissent inutiles, vu que les demandes sont rarement contestées et presque toujours accordées. Une part importante de ces coûts résulte du temps que l'avocat « consacre » à attendre à la cour. Cependant, en région, le coût serait moins élevé pour le client car la majorité des avocats, en raison du nombre limité de séances du tribunal dans les districts judiciaires à bas volume, regroupent les demandes de toute nature qu'ils doivent présenter au tribunal.

Des avocats consultés ont mentionné qu'il arrive qu'ils s'entendent entre eux pour que chaque avocat présente une demande afin de répartir les coûts entre les parties lorsqu'il est nécessaire de présenter plus d'une demande dans un même dossier. Une telle affirmation n'étonne pas puisque, lors de la collecte, il a été constaté que des prolongations de délai sont parfois demandées par la partie défenderesse alors qu'elle n'en retire aucun avantage apparent.

#### *b) La compression des dépenses au début des procédures*

En raison du court délai dont disposent les avocats pour mettre en état leur dossier, les montants que doivent déboursier les parties au litige sont versés au début de l'instance. Or, cela nuirait aux négociations entreprises en vue d'un règlement. En effet, selon les représentants du Barreau, il serait plus difficile de discuter d'un règlement alors que des dépenses importantes ont déjà été faites. D'ailleurs, il peut s'agir de démarches relativement coûteuses, comme celles effectuées pour l'engagement d'experts. Ces dépenses peuvent aussi être dues au fait que les avocats, afin d'interrompre la prescription, se hâtent de déposer l'action sans nécessairement posséder tous les éléments pertinents au litige, et sans être toujours en mesure d'évaluer à court terme les chances de succès de l'action ou la justesse des montants à réclamer.

Enfin, la négociation d'un règlement pourrait aussi être retardée parce que les avocats consacrent leurs efforts à préparer le dossier plutôt qu'à tenter de le régler, surtout que la négociation ne justifie généralement pas la prolongation du délai d'inscription.

#### *c) La priorisation des dossiers soumis à la règle du 180 jours*

Les nouvelles règles, plus restrictives, ne s'appliquent qu'aux demandes introduites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Ainsi, en raison des courts délais qui régissent ces demandes, les avocats accordent la priorité à ces dossiers. Ils consacrent donc plus de temps à ces dossiers, ce qui a pour effet de retarder le traitement des dossiers auxquels s'applique l'ancienne procédure. Dans certains districts judiciaires, les tribunaux ont même demandé au maître des rôles de fixer par préférence les dossiers soumis aux nouvelles règles, ce qui retarde d'autant l'instruction des anciens dossiers. Selon les représentants des services judiciaires, la réforme a entraîné un encombrement des rôles des affaires à fixer, notamment à la Cour supérieure dans le district judiciaire de Montréal. Toutefois, le problème devrait disparaître avec le temps, en raison de la disparition progressive des dossiers régis par la procédure antérieure en instance lors de l'entrée en vigueur de la réforme.

#### *d) Le délai avant l'audition de la cause*

Un des principaux griefs soulevés par la majorité des intervenants est lié au fait que la loi presse les parties de mettre leur dossier en état, alors que, l'affaire étant inscrite, elles ne peuvent être entendues avant plusieurs mois, si ce n'est même, en certains cas, avant plusieurs années, selon le district judiciaire concerné. Dès lors, « on se

dépêche pour attendre ». En effet, même si, selon les intervenants, il y a surcharge des rôles, le maître des rôles fixe moins de causes qu'antérieurement. Ce paradoxe s'expliquerait par l'allongement des temps d'audience prévus par les parties et par le fait que le nombre de séances des tribunaux n'est pas augmenté. Selon les représentants des services judiciaires, la durée moyenne des procès serait maintenant de trois jours. Cette nouvelle situation serait l'une des raisons pour lesquelles les parties tenteraient de s'entendre pour se transmettre des documents pertinents au litige ou pour les déposer au dossier après la mise en état du dossier déjà inscrit pour instruction. Par ailleurs, selon la Cour du Québec, le système judiciaire devrait être en mesure d'entendre toute affaire prête pour instruction à l'intérieur d'un délai raisonnable.

La solution à cette situation se trouverait-elle dans le recours à la défense orale lorsque la loi le permet ? Cela pourrait être avantageux puisque, par exemple, au palais de justice de Montréal, où les tribunaux siègent presque tous les jours, une affaire dans laquelle une défense orale est annoncée peut être instruite très rapidement. Néanmoins, selon les données recueillies, il semble que cette façon de procéder soit encore peu utilisée.

### 1.3.2 Les aménagements discutés

#### a) *L'allègement de la procédure pour obtenir la prolongation du délai de 180 jours*

Selon plusieurs intervenants, si l'obligation de présenter une demande de prolongation était maintenue, il y aurait lieu d'alléger les règles de procédure régissant cette présentation. Lorsqu'elles ne sont pas contestées, ces demandes pourraient être présentées à un juge par conférence téléphonique, par lettre, ou encore, au moyen du télécopieur. D'ailleurs, la conférence téléphonique est déjà utilisée pour des demandes de prolongation dans la région de la Côte-Nord. La tenue d'une audience formelle pourrait être limitée aux demandes contestées. Pour certains, il pourrait aussi être considéré de présenter les demandes non contestées au greffier spécial sans audience, comme cela est prévu en matière familiale pour certaines demandes (art. 44.1 C.p.c.). Cependant, les juges de la Cour du Québec s'opposent à un transfert de responsabilité aux greffiers. Ils considèrent que toute dilution du pouvoir du juge préalablement à l'instruction va à l'encontre de l'objectif même de la réforme, selon lequel le juge doit intervenir rapidement pour assurer le bon déroulement de l'instance.

Pour leur part, certains avocats consultés ont proposé un mode de présentation encore plus allégé : par exemple, la transmission d'une simple lettre. Une telle démarche serait moins coûteuse pour les parties et permettrait au tribunal d'assurer un certain contrôle sur le délai accordé. Le Barreau du Québec se rallie à cette dernière tendance puisqu'il propose que les demandes soient faites sur simple notification écrite à l'autre partie et qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours pour consentir ou contester, un décideur se prononce sur le dossier, après avoir tenu, au besoin, une conférence téléphonique avec les parties. Enfin, le Code de procédure civile pourrait, par ailleurs, fixer un délai maximal pour obtenir une prolongation suivant un tel processus. Néanmoins, même si la procédure est allégée, il importe, pour les tribunaux, de conserver la trace de ces demandes afin de préserver la spécificité des tribunaux comme « cours d'archives ».

#### b) *La prolongation du délai de 180 jours*

De l'avis de plusieurs intervenants, il pourrait être fixé dans la loi qu'un premier délai puisse être obtenu de consentement sans l'intervention du tribunal puisque, de toute manière, les demandes sont accordées. Le Barreau du Québec a soumis une



proposition en ce sens. Ainsi, sur simple consentement des parties, le délai de 180 jours serait prolongé jusqu'à 365 jours dans les affaires autres que celles visées à l'article 175.2 (C.p.c.) Dans tous les cas, les demandes de prolongation seraient accordées lorsqu'il y va de l'intérêt des parties ou que les circonstances le justifient. Cependant, pour d'autres intervenants, de telles mesures auraient pour effet non seulement de permettre un délai plus long pour la mise en état du dossier, mais elles amoindriraient la portée de l'intervention du tribunal. Celui-ci pourrait n'être que tardivement saisi du dossier, et alors, ne pas être en mesure de faire respecter la règle de proportionnalité.

*c) L'ajout de mesures pour assurer le respect du délai de 180 jours*

Le constat a été fait que les juges ont de fortes réticences à rejeter une demande de prolongation ou pour être relevé du défaut, car une telle décision peut entraîner la perte de droits importants pour les parties, principalement pour la partie demanderesse, notamment lorsque le droit d'action est prescrit. Certains ont avancé l'idée de moduler les mesures mises à la disposition des juges pour éviter de retarder la mise en état du dossier. La sévérité de l'unique sanction actuellement prévue incite à accorder la demande et à donner la chance au coureur, sans toutefois faire avancer le dossier. D'autres mesures pourraient être envisagées. À titre d'exemple, le tribunal pourrait ordonner le renvoi de la cause en gestion particulière, ordonner aux parties de procéder par contestation orale, ou encore, limiter la preuve ou faire fixer d'office une date de procès. La crainte de perdre le contrôle de leur dossier pourrait alors inciter les parties à agir avec célérité. Le Barreau du Québec a proposé que, à défaut d'inscrire dans le délai imparti, la cause soit réputée inscrite.

*d) L'allongement du délai de 180 jours*

Certains ont proposé, en matière civile, de faire passer le délai de 180 jours à un an, comme en matière familiale ; d'autres, tout en maintenant un délai accordé de six mois, ont indiqué que le délai pour inscrire pourrait également être allongé pour tenir compte de certaines périodes de l'année, comme les vacances estivales et le temps des Fêtes. Le Code de procédure civile pourrait alors prévoir que certaines périodes ne soient pas prises en compte dans le calcul du délai de 180 jours. Certains ont indiqué que déjà, il semble que les juges considèrent les inconvénients liés aux vacances et aux congés lorsqu'ils accordent la prolongation du délai d'inscription. Le Barreau du Québec a donc proposé que les deux dernières semaines de juillet et les deux dernières semaines du mois de décembre ne soient pas calculées dans le délai.

Prolonger le délai à un an pourrait avoir des effets négatifs. Outre la perte de la possibilité pour le tribunal d'intervenir plus tôt dans le cadre de la gestion d'instance, il serait à craindre que cette mesure entraîne un certain fléchissement dans le rythme des dossiers, ce qui viendrait nier la volonté législative de changer la culture judiciaire, car certains pourraient retarder la mise en état de leur dossier même s'il était possible d'inscrire à l'intérieur de la période de 180 jours.

*e) La non application du délai de 180 jours à certaines actions*

Il a été reconnu que le délai de 180 jours convient dans bon nombre de cas, mais que, pour certaines affaires, il est trop court pour permettre la mise en état du dossier. Pour pallier la difficulté, quelques-uns des avocats consultés ont proposé de rendre inapplicable le délai de 180 jours dans le cas de certaines catégories d'actions.



L'exemple le plus souvent cité est celui de l'action en responsabilité médicale qui met en présence plusieurs parties, dont des compagnies d'assurance et des hôpitaux, qui exige plusieurs expertises et qui suscite de longs interrogatoires. Par la suite le Barreau du Québec a proposé de distinguer les affaires suivant la ligne de partage établie par l'article 175.2 du Code de procédure civile portant sur la défense orale. Ainsi les actions visées par cet article, exception faite des matières familiales, seraient assujetties au délai de 180 jours, alors que les autres pourraient être soumises à un délai de 365 jours sur simple consentement des parties. Pour assurer un contrôle des dossiers concernés par cet assouplissement, le Barreau prévoit qu'une attestation serait donnée par les parties, indiquant que la demande est ou non visée par la disposition.

Cependant, de telles mesures sont susceptibles d'entraîner des difficultés d'application. Outre la difficulté de qualifier certaines demandes, une action n'est pas nécessairement plus complexe en raison de sa nature. De plus, l'attestation de la nature de l'action n'est pas toujours simple et il pourrait résulter d'une telle catégorisation de l'incertitude quant à l'application ou non du délai.

#### *f) La conférence de gestion de l'instance*

Les juges de la Cour supérieure consultés sont tous d'avis que la conférence de gestion par un juge est nécessaire pour assurer le respect du délai de 180 jours. Les représentants du Barreau se sont dits également en accord avec des mesures permettant une meilleure gestion de l'instance. Selon plusieurs intervenants, les ententes sur le déroulement des instances sont souvent vagues et imprécises, ou encore, stéréotypées. Il y aurait donc lieu d'exiger des ententes plus détaillées, comportant plus que de simples dates. Les avocats devraient y inscrire notamment les raisons, le nombre et la durée prévue des interrogatoires et leurs engagements. Le Barreau propose également que l'entente indique le nombre d'expertises, leur objet et leur coût anticipé. Le juge serait alors en mesure de distinguer dès le début de la procédure les dossiers simples et les dossiers complexes, et d'apprécier le respect de la règle de la proportionnalité. Il pourrait alors, comme le propose le Barreau, convoquer les parties par conférence téléphonique afin de vérifier l'entente, et notamment la question des expertises au regard de la règle de proportionnalité. Pour renforcer cet aspect, le Barreau propose de codifier la règle 74 du Règlement de procédure civile de la Cour supérieure qui prévoit que « lorsque les parties ont déposé une entente selon l'article 151.1, le tribunal peut les convoquer pour en discuter ».

Il est donc reconnu que l'identification des questions en litige et la détermination des démarches à effectuer inscrites dans des délais précis permettraient aux tribunaux d'appliquer la règle de la proportionnalité de la procédure avant que les parties aient engagé des sommes importantes. La conférence de gestion présente aussi l'avantage de protéger les droits des parties et de rassurer les avocats quant à leur responsabilité professionnelle. Enfin, selon les représentants de la Cour supérieure, il faudrait viser à ce qu'un sommaire du dossier soit préparé par un chercheur affecté à une chambre de gestion, afin de permettre au juge de procéder à la gestion avec plus d'efficacité.

Les intervenants du milieu judiciaire rencontrés reconnaissent que les outils que nous fournit le code actuel ne sont pas suffisamment utilisés. La Cour supérieure a d'ailleurs mentionné que l'on n'a pas suffisamment fait la promotion de la nouvelle procédure et des avantages qu'elle procure. L'accent a trop été mis sur les contraintes et les nouvelles exigences de la réforme plutôt que sur les mesures qu'elle prévoit et qui visent à faciliter l'accès à la justice.



## 1.4 Les voies d'orientation

Le maintien au Code de procédure civile d'un délai obligatoire pour inscrire une affaire pour instruction fait l'unanimité au sein des personnes consultées, sous réserve que l'on y apporte certains éléments de souplesse. C'est la détermination de ce délai qui ne fait pas l'unanimité. Certes, les données recueillies dans les dossiers et les consultations effectuées auprès de divers intervenants du milieu judiciaire permettent de constater qu'il est généralement possible de respecter l'obligation d'inscrire dans un délai et le fait que celui-ci soit de 180 jours pour certaines affaires, mais non pour toutes.

En effet, il s'avère difficile, sinon impossible dans certains cas, de respecter l'échéance de 180 jours, notamment si la mise en état dans ce délai concerne un dossier complexe où l'on doit, entre autres, procéder à des interrogatoires préalables ou recourir à des expertises, ou encore, lorsque des tiers interviennent à l'instance. Cette situation est d'ailleurs reconnue dans les faits par les tribunaux, qui accueillent généralement les demandes de prolongation de délais présentées pour ces motifs, demandes qu'ils estiment d'ailleurs raisonnables dans la majorité des cas.

Il en est de même des demandes pour être relevé du défaut d'inscrire dans les délais, qui sont elles aussi rarement refusées. Compte tenu de la gravité de la sanction, surtout lorsqu'il y a bonne foi des avocats et des parties, les tribunaux hésitent à faire perdre des droits importants.

La solution aux difficultés soulevées peut emprunter plusieurs voies. Ainsi, une entente sur le déroulement de l'instance mieux élaborée, comprenant non seulement le calendrier des échéances mais aussi de l'information plus détaillée sur les démarches à faire, les moyens de preuve, les coûts anticipés des expertises et des interrogatoires ainsi que les engagements des parties, permettrait aux tribunaux d'effectuer une meilleure gestion de l'instance et de s'assurer que les moyens de preuve prévus respectent la règle de la proportionnalité et le droit des parties à un débat loyal. Idéalement, cette gestion devrait être effectuée par l'examen de l'entente des parties à la présentation de la demande ou, à tout le moins, à la première occasion, mais certainement lors d'une demande de prolongation. D'ailleurs, à cet égard, il y a lieu de retenir la proposition avancée par le Barreau du Québec de codifier la règle 74 du Règlement de procédure civile de la Cour supérieure prévoyant que le juge peut convoquer les parties pour discuter de l'entente.

L'allègement de la procédure prescrite pour discuter avec le tribunal d'une demande de prolongation est également une voie de solution. Il est certes inapproprié que des questions de gestion d'instance soient traitées en chambre de pratique et exigent la présence des avocats. Traiter ces demandes par lettre ou au moyen d'une conférence téléphonique permettrait des économies importantes pour les clients, les tribunaux, les avocats et les greffiers. Il ne faudrait toutefois pas oublier de conserver les traces de ces demandes afin de préserver la spécificité des tribunaux comme « cours d'archives ».

Parce que la demande de prolongation permet au juge, surtout si la requête introductive d'instance n'a pas fait l'objet d'une présentation devant le tribunal en début d'instance, d'analyser l'état du dossier, d'apprécier le bon déroulement de l'instance et l'application de la règle de la proportionnalité, il nous paraît préférable de la maintenir plutôt que d'accéder à une prolongation sur simple consentement des parties.

Les conséquences d'une modification du délai de 180 jours ou d'une prolongation de trois ou six mois sur simple consentement ne nous paraissent pas souhaitables, non plus que l'introduction d'une distinction fondée sur la nature des actions. Une

telle distinction présume de la complexité des dossiers où il est prévu que la contestation est écrite et réintroduit des difficultés d'interprétation liées à la catégorisation des actions. Par ailleurs, l'allongement du délai à un an aurait sans doute l'effet de diminuer le nombre de demandes de prolongation de délai ou d'être relevé du défaut d'inscrire, mais il pourrait par contre avoir comme effet de retarder de façon générale le dépôt des inscriptions, avec le risque de devoir reporter à plus loin la date du procès, même dans des dossiers peu complexes. L'extension du délai pourrait permettre une répartition sur une plus grande période des débours faits par les parties et donnerait plus de temps aux avocats et aux parties pour prendre connaissance des éléments du dossier ou pour négocier. Par contre, elle pourrait donner des avantages indus à une partie qui voudrait prolonger le délai afin d'obtenir du temps pour l'exécution de ses obligations, d'autant que le seul droit de refuser de consentir à une prolongation peut s'avérer illusoire dans certains milieux. Surtout, modifier le délai ou accéder à une prolongation sur consentement affaiblirait la portée du changement de culture voulu par le législateur, dont l'un des principaux éléments exige que les parties et leurs avocats assurent une meilleure planification et une meilleure gestion de leur dossier, et qu'ils évaluent dès l'introduction de l'action les démarches qu'ils auront à faire. Cependant, il y a lieu de considérer la proposition avancée, entre autres, par le Barreau du Québec, d'exclure du calcul du délai de 180 jours les périodes de l'année où l'activité judiciaire est ralentie en raison des vacances estivales ou de fin d'année. Ce serait le cas de la période qui s'étend du 15 juillet au 15 août et de celle qui va du 15 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.

La présomption absolue de désistement de la demande comme seule sanction du défaut d'inscrire la demande dans le délai de 180 jours ou dans celui imparti par le tribunal est considérée comme très sévère. Aussi, afin de faciliter la gestion de l'instance et celle des demandes de prolongation ou des demandes pour être relevé du défaut d'inscrire, il conviendrait de donner aux tribunaux d'autres moyens d'intervention. Ainsi, la proposition du Barreau de réputer l'affaire inscrite peut être une voie de solution si elle implique que l'instruction se fera sur le dossier tel que constitué à la date présumée d'inscription. Une autre mesure pourrait faire en sorte que le tribunal convoque les parties en défaut, qu'il requière leurs explications et, s'il y a lieu, qu'il donne les instructions nécessaires pour la mise en état du dossier dans le délai qui serait prévu, sous peine d'avoir à rejeter l'action ou d'avoir à instruire le dossier tel que constitué. Quelles que soient les mesures qui pourraient être retenues, il faudrait éviter qu'elles entraînent des effets négatifs.



## LA GESTION DE L'INSTANCE

Le délai de rigueur de 180 jours accordé pour mettre une cause en état permettait d'atteindre les objectifs de diminution des coûts et des délais dans le cadre de la procédure allégée introduite en 1996 au Code de procédure civile. Cependant, la procédure allégée ne visait que les demandes où le montant réclamé ou la valeur de l'objet en litige n'excédait pas 50 000 \$ et les demandes relativement simples ne portant que sur une réclamation monétaire comme le prix de vente d'un bien meuble, le prix d'un contrat de services, un montant dû pour des taxes, etc. Ce genre de litige n'exigeait généralement pas d'avoir recours, entre autres, à des expertises ni à de longs interrogatoires préalables.

Le fait d'étendre à la quasi-totalité des demandes en justice l'exigence de mettre une cause en état nécessitait la mise en place et l'application de mécanismes pour aider les parties à respecter ce délai dans la plupart des cas. Sous le vocable général de *gestion de l'instance*, ce chapitre traite de quatre de ces mécanismes : l'entente sur le déroulement de l'instance, la présentation de la requête introductive, la conférence de gestion d'instance et, enfin, la gestion particulière de l'instance.

Ces mécanismes devaient normalement permettre l'application des nouveaux principes directeurs introduits aux articles 4.1 à 4.3 du code, qui constituent le fondement du changement de culture judiciaire souhaité.

Les articles 4.1 à 4.3 se lisent comme suit :

« 4.1 Les parties à une instance sont maîtres de leur dossier dans le respect des règles de procédure et des délais prévus au présent code et elles sont tenues de ne pas agir en vue de nuire à autrui ou d'une manière excessive ou déraisonnable, allant ainsi à l'encontre des exigences de la bonne foi.

« Le tribunal veille au bon déroulement de l'instance et intervient pour en assurer la saine gestion. »

« 4.2 Dans toute instance, les parties doivent s'assurer que les actes de procédure choisis sont, eu égard aux coûts et au temps exigés, proportionnés à la nature et à la finalité de la demande et à la complexité du litige ; le juge doit faire de même à l'égard des actes de procédure qu'il autorise ou ordonne. »

« 4.3 Les tribunaux et les juges peuvent, à l'exception des matières touchant l'état ou la capacité des personnes et de celles qui intéressent l'ordre public, tenter de concilier les parties qui y consentent. En matière familiale et de recouvrement des petites créances, il entre dans la mission du juge de favoriser la conciliation des parties. »

La responsabilisation des parties, l'intervention accrue du tribunal en matière de gestion d'instance et de tentative de conciliation des parties, de même que l'obligation faite aux parties et au tribunal de respecter la règle de la proportionnalité devaient en

principe suffire pour atteindre les objectifs fondamentaux de la réforme. Il s'agit d'évaluer si les nouveaux mécanismes de gestion sont suffisants, si l'application qu'on en a faite est adéquate et si des mesures correctives devraient être apportées.

## 2.1 L'entente sur le déroulement de l'instance

### 2.1.1 La réforme

Les règles relatives à l'entente entre les parties sur le déroulement de l'instance sont prévues aux articles 151.1 à 151.3 (C.p.c.) : ces règles n'existaient pas avant la réforme même parmi celles déjà existantes, entre autres, en matière de communication des pièces, de dénonciation de moyens préliminaires, d'interrogatoires préalables et d'utilisation d'expertises, qui avaient pour but d'assurer la transparence entre les parties.

Depuis la réforme, dans toute demande régie par la procédure ordinaire en première instance, les parties doivent, avant la date indiquée dans l'avis au défendeur pour la présentation de la demande introductive au tribunal, négocier une entente sur le déroulement de l'instance précisant leurs conventions et établissant le calendrier des échéances à respecter à l'intérieur du délai de rigueur de 180 jours. Cette entente doit contenir tous les éléments utiles au déroulement efficace de l'instance, notamment les moyens préliminaires, les mesures de sauvegarde, les modalités et le délai de communication des pièces, les déclarations écrites pour valoir témoignage, les affidavits détaillés, les conditions, le nombre et la durée des interrogatoires préalables, les expertises, les incidents, la forme orale ou écrite de la défense et le délai de production dans le cas d'une défense écrite. Cette entente, qui couvre tant la preuve que la procédure, a pour objectif d'assurer la transparence entre les parties, de limiter les débats à l'essentiel et d'accélérer non seulement l'instance pour la mise en état dans le délai de rigueur mais également au moment du procès.

### 2.1.2 Les constats

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'application de principes directeurs et que l'entente porte sur plusieurs facteurs, cet élément de la réforme, comme les autres mécanismes relatifs à la gestion de l'instance, se prêtait mal à l'évaluation par la collecte et l'interprétation de données statistiques. C'est donc un peu l'interprétation jurisprudentielle, mais surtout les commentaires des principaux acteurs du système judiciaire, qui permettent de dégager certains constats et certaines propositions de modifications.

Il existe fort peu de jugements portant sur l'interprétation et l'application des articles 151.1 à 151.3 du code. Les règles sont relativement claires et, comme il s'agit d'un mécanisme de gestion, les difficultés sont résolues autrement que par un jugement du tribunal, et peu de décisions méritent d'être rapportées. Cependant, les tribunaux ont établi qu'une entente sur le déroulement de l'instance crée une sorte de contrat judiciaire qui impose aux parties une obligation de moyens raisonnables, mais que ce n'est pas un carcan rigide destiné à faire perdre des droits<sup>10</sup>.

Les tribunaux ont par ailleurs reconnu de façon constante que les dispositions qui régissent l'entente sur le déroulement de l'instance doivent être interprétées à la lumière des règles de base inscrites aux articles 4.1 et 4.2 (C.p.c.) qui consacrent le fait que les parties sont maîtres de leur dossier à la condition qu'elles respectent certaines normes, tout en accordant un rôle plus interventionniste au tribunal et en insistant sur le respect de la règle de la proportionnalité. En principe, l'intervention judiciaire

<sup>10</sup> Neron c. Société Radio-Canada, REJB 2003-48521 (C.S.).



ne sera nécessaire que pour s'assurer du bon déroulement de l'instance et du respect du délai de rigueur de 180 jours ou pour accorder une prolongation de délai, le cas échéant<sup>11</sup>.

De l'ensemble des commentaires exprimés lors de la consultation, certains constats se dégagent, qui démontrent qu'à ce jour, le mécanisme d'entente sur le déroulement de l'instance n'a pas produit les effets recherchés, vu la façon dont cette mesure est appliquée.

Il faut noter d'abord que l'entente est toujours produite dans les cas contestés mais qu'elle est perçue et exécutée presque exclusivement comme un calendrier des échéances à l'intérieur du délai de 180 jours plutôt que comme une entente complète et précise résultant d'une véritable négociation entre les parties et assurant le meilleur déroulement possible de l'instance.

Ces ententes ne sont pas, sauf exception, vérifiées avant la présentation, ni par un juge ni par un greffier, si ce n'est quant à leur production au dossier. De toute façon, leur contenu trop général et parcellaire ne permettrait pas d'intervention utile ni d'un juge ni d'un greffier.

Dans les faits, les avocats des parties se limitent à la préparation d'un calendrier des échéances relativement imprécis et peu adapté à chaque cas. Il s'ensuit d'une part qu'il ne peut y avoir de négociation adéquate sur l'entente relative au déroulement de l'instance et que, d'autre part, ces ententes déposées seraient peu révélatrices lors d'une éventuelle vérification judiciaire. Il s'ensuit également que cette négociation n'est pas une occasion propice de tenter un règlement à l'amiable ni de limiter la phase préliminaire au procès, pas plus que de limiter le procès à l'essentiel.

Quelles sont les raisons de cet état de fait ? Est-ce que cette obligation arrive trop tôt dans l'instance ? Est-ce que les avocats des parties sont surchargés en raison des litiges existant déjà au moment de la réforme et des dossiers postérieurs en état ? Est-ce que l'habitude des nouvelles règles n'est pas encore suffisamment ancrée ? Est-ce que l'attitude, souvent agressive, des parties en début d'instance force les avocats à utiliser l'artillerie lourde dès le départ, quitte à s'ajuster par la suite ? Est-ce parce que ces ententes ne font pas l'objet de vérification judiciaire quant à leur précision et à leur contenu en général ? Il semble que c'est un peu tout cela.

Au cours de la consultation, l'idée de prolonger de 30 à 45 jours le délai pour déposer l'entente n'a pas provoqué d'opposition ni d'enthousiasme. Selon les membres, un tel report ne solutionnerait pas à lui seul le problème, et il aggraverait même l'obligation de mettre le dossier en état dans les 180 jours de la signification de la demande. Autrement dit, la différence ne serait pas suffisante, et les voies d'orientation sont ailleurs.

### 2.1.3 Les aménagements discutés

La plupart des groupes consultés ont suggéré de maintenir le mécanisme de l'entente sur le déroulement de l'instance. Cependant, ce document devrait être plus précis et plus complet, principalement quant au nombre et à la durée des interrogatoires préalables et des expertises, afin qu'il devienne une véritable entente sur le déroulement de l'instance plutôt qu'un simple échéancier.

Les groupes de juges et de greffiers ont suggéré de faciliter l'implantation d'un certain mécanisme de vérification des ententes pour permettre, dès le début de l'instance,

<sup>11</sup> Gypstek 98 enr. c. Stylex 3D inc., REJB 2003-48491 (C.Q.).



l'intervention d'un juge afin de s'assurer du respect de la règle de la proportionnalité. Un examen préalable effectué par un greffier, comme cela se fait déjà dans certains districts judiciaires, pourrait augmenter l'efficacité de l'intervention du juge de façon significative. Enfin, tous se sont dits d'accord avec le fait que l'on doive poursuivre la formation des avocats et des juges sur les possibilités qu'offre l'entente sur le déroulement de l'instance afin d'en arriver, la plupart du temps, à limiter davantage les débats à l'essentiel.

#### 2.1.4 Les voies d'orientation

Une véritable vérification systématique des ententes pourrait améliorer la situation. Cette vérification pourrait être faite soit par des juges, soit par des greffiers qui signaleraient alors aux juges les ententes incomplètes et les cas plus complexes où une intervention du juge est nécessaire. Il ne semble pas que ce soit un remède efficace étant donné le peu de dossiers qui se rend à procès en comparaison au grand nombre de dossiers ouvert ; une vérification aléatoire serait plus appropriée. Il serait très utile de faire une expérience pilote dans une région où, selon des commentaires exprimés lors de la consultation du groupe des greffiers, une telle vérification est déjà effectuée en partie.

La réforme impose d'analyser les dossiers en profondeur dès le début. Dans bon nombre de cas, il est possible de faire une telle analyse — plus en profondeur et plus complète. Cependant, tant que les parties n'effectueront pas davantage ce type d'analyse, et ce, même pour les dossiers les plus complexes, l'absence de négociation d'une véritable entente avant la présentation ne permettra pas de limiter le litige à l'essentiel ; de plus, il sera très difficile, voire même impossible, de rendre efficace la présentation et les autres mécanismes de gestion ou de règlement et d'appliquer la règle de la proportionnalité.

La voie d'orientation ne se situe donc pas dans des restrictions législatives additionnelles ni dans des extensions de délai qui ne feraient que reporter le moment de discuter du litige. Elle se situe plutôt dans la formation des avocats et des juges sur le mécanisme existant et dans une promotion qui les inciterait plus à l'utiliser à meilleur escient en précisant davantage l'entente, particulièrement en ce qui concerne la durée, le nombre, l'objet, le coût anticipé et les conditions en général des interrogatoires préalables et des expertises.

## 2.2 La présentation de la requête introductive

### 2.2.1 La réforme

La procédure de présentation de la requête introductive d'instance existait déjà depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994 en certaines matières. Lors de l'adoption de la Loi sur l'application de la réforme du Code civil (L.Q. 1992, c. 57), de nombreuses modifications ont été apportées au Code de procédure civile. La plupart de ces modifications visaient à permettre l'exercice de l'ensemble des recours prévus au Code civil du Québec ou à apporter les concordances nécessaires, tant sur le fond de la procédure que sur la terminologie du nouveau Code civil.

L'une de ces modifications avait cependant une portée plus fondamentale, et elle a eu des suites majeures lors de la réforme de la procédure civile. Il s'agit de l'introduction de règles particulières relatives à un certain nombre de demandes dorénavant introduites par requête introductive, plutôt que par la procédure générale par action signifiée par bref d'assignation à comparaître. L'essentiel de ce mécanisme introductif,

contenu aux articles 762 et suivants du code, était axé sur la présentation de la requête au tribunal.

La Loi portant réforme du Code de procédure civile a repris substantiellement ce mécanisme de présentation, qui ne régissait à l'origine que certaines demandes relatives, entre autres, aux fiducies, à l'intégrité de la personne, au respect de la réputation et de la vie privée, au délaissement et à l'exercice des droits hypothécaires et aux droits et obligations résultant d'un bail. La réforme a cependant étendu le mécanisme à toutes les demandes en justice introduites par la nouvelle procédure introductive d'instance, qui constituent la quasi-totalité des demandes.

C'est l'application de ce mécanisme de présentation de la demande au tribunal qu'il s'agit maintenant d'évaluer. En somme, la présentation de la requête introductive d'instance devrait constituer une première conférence de gestion pour toutes les demandes.

Cette présentation devait en principe permettre une intervention hâtive du tribunal dans le dossier, la présentation de l'ensemble des moyens préliminaires, la prononciation de différentes ordonnances du juge pour simplifier et accélérer la procédure de même que des ordonnances de mesures provisionnelles et finalement, l'audition de la demande sur-le-champ ou dans un délai rapproché.

### 2.2.2 Les constats

Tout comme l'entente sur le déroulement de l'instance, cet élément ne pouvait être évalué à partir d'une collecte de données statistiques, si ce n'est indirectement, par l'examen des demandes de prolongation ou par l'examen de la nature écrite ou orale de la défense, par exemple.

La jurisprudence est relativement peu abondante compte tenu du fait que la plupart des décisions ou ordonnances rendues à cette étape de la procédure sont généralement des décisions de gestion qui ne portent pas sur le fond et qui ne sont pas rapportées.

L'évaluation de ce second outil de gestion est donc substantiellement tributaire des commentaires recueillis lors de la consultation faite par le comité.

Le mécanisme de présentation de la requête introductive d'instance avait suffisamment bien fonctionné pour que le Comité de révision de la procédure civile, composé de représentants tant de la magistrature et du Barreau que du ministère de la Justice, en recommande la généralisation à l'ensemble des demandes, et que le législateur décide d'aller dans le même sens lors de la réforme. Selon les commentaires exprimés lors des consultations, il semble que ce mécanisme procédural est fort valable, mais que ses effets bénéfiques ne se soient pas produits à ce jour.

Peu de cas litigieux sont entendus lors de la présentation parce que les parties ne sont alors pas prêtes à procéder. Peu de décisions sont rendues à cette étape, si ce n'est concernant les demandes de prolongation de délai et des ordonnances de sauvegarde. La défense orale est peu utilisée (voir chapitre 4). Par ailleurs, les interrogatoires préalables n'ont pas encore eu lieu et les expertises ne sont pas suffisamment avancées pour qu'on puisse soumettre au tribunal des objections relativement aux premières et des demandes quant aux secondes.

Les raisons du peu d'effet de la présentation semblent multiples. Il y a d'abord les raisons exposées à propos de l'entente sur le déroulement de l'instance. Il ne s'est pas écoulé suffisamment de temps depuis la réforme pour que les habitudes et la culture judiciaire aient changé de façon appréciable. Le peu d'échanges entre les parties dès le début ne permet pas à ce mécanisme de donner des résultats. Il y a aussi le fait que



les avocats doivent consacrer trop de temps aux litiges qui en sont à l'étape du procès, qu'il s'agisse de demandes antérieures ou postérieures à l'entrée en vigueur de la réforme.

De façon générale, un des commentaires fréquemment entendus lors de la consultation porte sur le fait que le système cause une perte de temps considérable à tous les intervenants en raison, certes, du volume des dossiers, mais surtout en raison de la façon de procéder à l'étape de la présentation.

Les règles mêmes introduites par la réforme au chapitre de la gestion de l'instance, et particulièrement de la présentation, ne sont pas remises en cause. Plusieurs des avocats et des juges consultés ont souligné que l'intervention d'un juge à l'étape préliminaire, que ce soit dans le cadre d'une conférence de règlement à l'amiable, lors de la présentation de la requête introductive d'instance ou à toute autre occasion, a pour effet, entre autres, d'aider les avocats à mieux conseiller la partie qu'ils représentent et, le cas échéant, à lui faire entendre raison. L'intervention hâtive d'un juge est alors très utile pour contribuer, sinon à un règlement du litige à peu de frais et rapidement, du moins pour limiter le cadre du procès.

Tous ont décrié le temps perdu en attente dans les palais de justice, soit pour présenter une requête, soit pour un appel du rôle, et tous subissent les conséquences des déplacements inutiles à la cour. Il est urgent, même s'il ne s'agit pas de métaphysique du droit, que les différents intervenants de la communauté juridique réussissent à mettre sur pied un système efficace qui réduise ces inconvénients : une justice sur rendez-vous relativement fixe, des conférences téléphoniques, des visioconférences, etc.

Enfin, plusieurs ont souligné que l'ensemble des mécanismes — entente sur le déroulement, présentation et délai de rigueur d'inscription — empêche, dans bien des cas, de conclure des règlements hors cour qui seraient survenus autrement. Cette réaction découlerait du fait que les parties doivent procéder dès le début de l'instance, entre autres et surtout, à des interrogatoires préalables et à des expertises à un moment où elles ne sont pas disposées à faire les compromis nécessaires à un règlement à l'amiable. Il est cependant difficile de vérifier le bien-fondé de l'affirmation selon laquelle les nouveaux mécanismes procéduraux ont souvent été un obstacle à des règlements à l'amiable en forçant les parties à verser, dès le début de l'instance, une partie importante des honoraires et des frais.

Le mécanisme de présentation ne produirait pas ses effets parce que les avocats des parties n'ont pas pu consacrer si tôt dans l'instance les efforts et le temps qu'ils consacraient auparavant à l'étape de l'inscription, et surtout au procès. Les juges, souvent accaparés par les procès et les délibérés, ne sont pas en mesure d'offrir beaucoup de disponibilité dès le début de l'instance et, de surcroît, n'ont pas toujours l'information suffisante à cette étape. Par ailleurs, le fait de convoquer en même temps les parties à une séance de pratique où une multitude de requêtes doivent être présentées, fait perdre à tous un temps énorme.

### 2.2.3 Les aménagements discutés

En ce qui concerne la présentation de la requête introductive d'instance, les suggestions ont été les mêmes que celles faites à l'égard de l'entente sur le déroulement de l'instance, soit le maintien de la présentation et la poursuite de la formation et de la promotion.

Les suggestions particulières concernent la façon de procéder lors de la présentation pour rendre celle-ci plus efficace et éviter les pertes de temps. Ainsi, les représentants

du Barreau ont suggéré que la présentation soit faite devant un greffier spécial ou un autre décideur pour libérer le juge pour d'autres tâches plutôt que devant des juges, quitte à prévoir que les décisions soient révisables par un juge. Cependant, pour la Cour du Québec, une telle proposition irait à l'encontre de la réforme, qui établit plutôt le principe d'une intervention hâtive du juge dans l'instance. Les juges de la Cour du Québec s'opposent donc à cette dilution de la compétence du juge, qui pourrait retarder l'intervention du juge, ou encore, retarder l'instance pour permettre les révisions, ce qui entraînerait des coûts additionnels.

Par ailleurs, tous ont suggéré que la présentation puisse se faire par conférence téléphonique et que le rôle des présentations soit établi à des heures précises afin d'éviter les déplacements et les attentes inutiles, et afin de s'assurer que ce soit l'avocat au dossier qui y participe.

#### 2.2.4 Les voies d'orientation

À la longue, il faut réussir à déplacer une partie importante du temps consacré par les juges et les avocats au procès et, immédiatement avant le procès, à la période initiale de l'instance. Si la négociation de l'entente sur le déroulement de l'instance et la présentation de la requête introductive jouaient pleinement leur rôle, le nombre de procès et leur durée devraient diminuer suffisamment pour atteindre et stabiliser les effets positifs de la réforme. La jonction de plusieurs éléments devrait provoquer ce déplacement.

Celui-ci ne pourra s'effectuer de façon appréciable tant et aussi longtemps que la majorité des demandes introduites avant la réforme n'aura pas été entendue au fond ou réglée d'une façon ou d'une autre, et tant que les nouvelles règles et les nouveaux mécanismes introduits ou étendus par la réforme n'auront pas limité le nombre de procès ou leur durée. Dans le premier cas, seul l'écoulement du temps finira par faire son œuvre; dans le second, il est essentiel d'ajuster le tir dès maintenant.

Pour permettre à la réforme de produire pleinement ses effets, il est primordial que le changement de culture judiciaire non seulement continue de s'effectuer, mais s'accélère sans attendre une ou deux générations d'avocats et de juges. Par la formation, les échanges et la pratique, il faut, d'une part, que de plus en plus d'avocats soient à l'aise pour exercer leur profession dans le nouveau système procédural et y trouvent leur intérêt et que, d'autre part, un nombre croissant de juges se vouent à la gestion de l'instance.

Par ailleurs, afin de s'assurer qu'un décideur soit disponible pour entendre les parties lors de la présentation de la requête introductive d'instance et afin d'éviter le plus possible les déplacements et les attentes inutiles, il serait souhaitable, lorsque cela est possible, que la requête introductive puisse être examinée par un juriste au service des juges pour simplifier la tâche de ces derniers. Par ailleurs, il serait aussi souhaitable que la présentation soit fixée à un moment plus précis et que l'on envisage la possibilité de l'entendre par conférence téléphonique. De plus, avec l'accord des juges, il pourrait être considéré de confier certaines fonctions d'assistance aux greffiers spéciaux lors de la présentation.

### 2.3 La conférence de gestion d'instance

#### 2.3.1 La réforme

À la conférence préparatoire en usage dans le droit antérieur se sont ajoutées les conférences de gestion particulière de l'instance et les conférences de règlement à





l'amiable. Le fait de mentionner la conférence de gestion ordinaire de l'instance, ou simplement la conférence de gestion, a créé une certaine confusion au début des réunions de consultation, certains commentant plutôt l'une ou l'autre des conférences nommées.

De fait, ce dont il s'agit englobe toute forme d'échanges entre le juge et les avocats, et possiblement les parties, à toute étape de l'instance, mais toujours dans le but d'assurer le bon déroulement de l'instance. L'expression *conférence de gestion* englobe plus que les conférences particulières et elle couvre les échanges possibles lors de la présentation de la requête ou à l'occasion de toute difficulté qui survient en cours de route à l'égard, par exemple, des interrogatoires préalables et aux expertises.

Bien utilisées, ces conférences de gestion seraient très importantes pour permettre au tribunal de contrôler efficacement l'application de la règle de la proportionnalité et d'éviter les dérives et les longueurs inutiles.

### 2.3.2 Les constats

Tous sont en faveur de la gestion ordinaire de l'instance, mais tous sont également d'accord pour dire que le processus est mal compris et sous-utilisé. Les juges constatent que les avocats ne font pas appel à toutes les possibilités qu'offre, à cette étape de l'instance, la gestion conjointe avec un juge.

### 2.3.3 Les aménagements discutés

Lors des réunions de consultation, les suggestions faites à l'égard de la présentation de la requête introductive d'instance (2.2.3) ont été les mêmes à l'égard de toute conférence de gestion aux différentes étapes de l'instance. Elles ont porté tant sur la formation et la promotion relative aux mécanismes procéduraux introduits ou étendus par la réforme que sur l'adoption de mesures pratiques pour améliorer le déroulement de l'instance.

S'ajoute la suggestion de remplacer de façon généralisée les requêtes formelles entendues par un juge au tribunal par de simples avis ou par la tenue de conférences téléphoniques.

### 2.3.4 Les voies d'orientation

Une partie de la solution qui permettra à la réforme de produire pleinement ses effets réside dans la formation des avocats sur toutes les possibilités offertes par les mesures mises en place par la réforme, et dans la formation des juges en matière de gestion de l'instance. En plus d'offrir de la formation, il serait utile de tenir davantage compte de l'intérêt des candidats pour la gestion lors de la sélection des juges. L'utilisation accrue des mécanismes de gestion par un plus grand nombre d'avocats devrait permettre, à moyen terme, d'accroître la disponibilité des juges en limitant le nombre et la durée des procès.

D'autres moyens peuvent également être utilisés pour éviter des pertes de temps tant aux juges qu'aux avocats. Tous ont décrié à la fois les déplacements inutiles et les longues attentes en chambre de pratique. Ces déplacements et attentes surviennent à toutes les étapes : présentation de la requête introductive d'instance, présentation d'objections relativement à des interrogatoires préalables et présentation des requêtes de toute nature. Pour éviter les délais et les coûts, les requêtes formelles entendues par

un juge au tribunal pourraient être remplacées par de simples avis et des conférences téléphoniques ; cela réduirait les déplacements inutiles et les temps d'attente.

Par ailleurs, il faudrait modifier la façon de convoquer les parties, d'établir les rôles et de vérifier les dossiers inactifs. Le système n'est certainement pas facile à concevoir et à mettre en œuvre puisque ces problèmes qui remontent à la nuit des temps perdurent malgré l'insatisfaction de tous ; mais, compte tenu de l'existence de l'informatique et de moyens permettant de tenir une conférence à distance, il serait dommage que le système demeure ce qu'il est. Ces questions méritent donc d'être examinées.

## 2.4 La gestion particulière de l'instance

### 2.4.1 La réforme

Conformément aux recommandations 3-40 et 3-42 du Comité de révision de la procédure civile, la réforme a introduit un mécanisme de gestion particulière de l'instance visant les instances plus complexes et celles qui ont fait l'objet d'une prolongation du délai de rigueur de 180 jours.

La gestion particulière de l'instance (art. 151.11 à 151.13 C.p.c.) est soumise à l'approbation du juge en chef et peut même être ordonnée d'office. Essentiellement, elle établit qu'un juge est assigné à un dossier et qu'il est chargé d'assurer le bon déroulement de l'instance et de décider des demandes incidentes. Ce mécanisme vise à disposer des causes complexes dans un délai raisonnable.

### 2.4.2 Les constats

Il y avait, au moment des consultations avec les représentants de la Cour supérieure, 42 litiges dans le district d'appel de Montréal et 56 dans celui de Québec, en gestion particulière de l'instance. De l'ensemble des commentaires, les constats suivants peuvent être dégagés : le mécanisme est efficace et accélère le traitement du dossier. La procédure est simple et n'exige pas la présentation de requêtes ; l'utilisation des conférences à distance y est fréquente. Il s'agit somme toute d'une gestion sur rendez-vous que tous apprécient et souhaitent conserver.

Plusieurs des groupes consultés constatent cependant qu'il faudrait y recourir davantage pour réduire les délais dans le traitement des causes de longue durée, puisque ces délais, importants, résulteraient du manque de juges disponibles pour assurer la gestion de ces affaires. De plus, plusieurs ont fait état du fait que souvent, le juge chargé de la gestion particulière d'une instance n'était pas toujours disponible pour répondre à des demandes pressantes des parties.

À ce titre, mentionnons les commentaires relatifs aux procès-fleuves. Certains litiges très complexes, concernant plusieurs parties et comportant des enjeux financiers considérables, accaparent beaucoup trop les tribunaux ; cela diminue d'autant l'accessibilité à la justice pour l'ensemble des citoyens. Des débats interminables entre experts, et d'autres portant sur une multitude d'objections formulées à l'occasion de trop longs interrogatoires préliminaires, objections souvent futiles et souvent reprises au procès, font en sorte que le temps disponible d'un bon nombre de juges est totalement absorbé par quelques affaires.

Les parties dans ces procès y engloutissent des sommes astronomiques en honoraires d'avocats et d'experts, mais le fait qu'elles peuvent en général supporter à la fois ces coûts et les importants délais permet à certains d'affirmer que les sommes engagées ne sont pas disproportionnées à leurs moyens ou à la complexité du litige.



Mais la règle de la proportionnalité doit aussi valoir sur une base collective. D'autant plus que le constat a été fait par tous les groupes consultés que le temps consacré à ces procès n'était pas proportionnel au « temps de cour » utilisé par l'ensemble des citoyens.

### 2.4.3 Les aménagements discutés

Tous ont suggéré le maintien intégral de la gestion particulière de l'instance, mais ont souhaité que les demandes pressantes puissent, toujours lorsque le juge n'est pas disponible, être décidées par un autre juge. En ce qui concerne les affaires de longue durée, tous considèrent que la gestion de l'instance s'impose, mais qu'il n'est pas nécessaire de recourir à une gestion particulière dans tous les cas. Pour ces affaires, la conférence préparatoire à l'instruction est néanmoins utile. Quant aux procès-fleuves, compte tenu du fait que la longueur des délais et les coûts astronomiques ne suffisent pas à restreindre les parties, une intervention plus rigide des tribunaux est souhaitée, et cela même pour limiter le temps de présentation de la preuve. Le juge pourrait ainsi dès le début, au moment de l'entente sur le déroulement de l'instance ou le plus tôt possible par la suite, imposer à chacune des parties une période limitée pour exposer les faits et établir ses prétentions, par exemple trois mois, comme dans l'affaire récente impliquant Microsoft aux États-Unis.

### 2.4.4 Les voies d'orientation

Le mécanisme de gestion particulière de l'instance devrait être maintenu, mais le pouvoir du tribunal de limiter la durée de l'instruction devrait être précisé. Par ailleurs, il faudrait également permettre au juge en chef de désigner un autre juge lorsque celui chargé de la gestion particulière de l'instance est empêché d'agir ou n'est pas disponible. Il ne convient pas cependant d'utiliser la gestion particulière pour toutes les affaires de longue durée. Il faudrait ainsi favoriser dans ces dossiers le mécanisme de la conférence préparatoire qui permet, par diverses interventions, de cerner les points en litige et de limiter la durée du procès. Cela paraît d'autant plus opportun que la durée prévue des procès tend de plus en plus à s'allonger. À l'égard des affaires de longue durée et aux procès-fleuves, la voie d'orientation résiderait dans une intervention plus ferme des tribunaux pour en limiter la durée à des proportions plus acceptables socialement. Même si les tribunaux ont déjà la responsabilité d'assurer le bon déroulement de l'instance et de forcer le respect de la règle de la proportionnalité, il ne serait peut-être pas superflu d'ajouter à l'article 4.2 (C.p.c.) que la règle de la proportionnalité vise non seulement les parties au litige mais également l'utilisation qu'elles font des services judiciaires publics par rapport à celle qu'en fait l'ensemble des citoyens.

Afin de tendre davantage vers cette proportionnalité sociale, il semble qu'il serait cohérent d'établir un tarif progressif d'utilisation du temps de cour et des salles d'audience que l'on appliquerait au-delà d'un seuil qui serait considéré comme raisonnable.

## L'INTERROGATOIRE PRÉALABLE ET L'EXPERTISE

### 3.1 L'interrogatoire préalable

#### 3.1.1 La réforme

L'interrogatoire préalable et l'expertise constituent souvent des obstacles majeurs à l'accessibilité à une justice plus rapide et à moindre coût. Ces éléments sont présentés après le délai d'inscription et la gestion d'instance parce que, d'une part, ils sont probablement les deux principales causes de demandes de prolongation du délai d'inscription et que, d'autre part, les mécanismes de gestion recevraient leur justification du seul fait qu'ils remédient aux effets négatifs liés à la façon dont les parties ont recours aux interrogatoires préalables et aux expertises.

Aux articles 396.1 à 396.4 (C.p.c.), la réforme a exclu l'interrogatoire préalable dans les causes où la somme demandée ou la valeur du bien réclamé est inférieure à 25 000 \$ et a, dans les autres cas, limité les interrogatoires préalables aux conditions prévues dans l'entente sur le déroulement de l'instance, notamment en ce qui concerne leur nombre et leur durée, ou aux conditions déterminées par le tribunal. Par ailleurs, les parties peuvent présenter leurs objections prévisibles avant la tenue d'un interrogatoire et, enfin, le juge peut mettre fin à un interrogatoire abusif, dilatoire ou inutile, et statuer alors sur les dépens.

#### 3.1.2 Les constats

Les données statistiques recueillies permettent d'affirmer que les parties allèguent souvent les interrogatoires préalables comme motif de demande de prolongation du délai d'inscription, et que le tribunal retient ce motif dans une forte proportion. Mais ces données ne permettent pas de savoir dans quelle proportion des causes contestées les parties ont recours à l'interrogatoire préalable, ni dans quelle proportion leur transcription est déposée au dossier de la cour. Il faut donc généralement s'en remettre aux commentaires exprimés lors des journées de consultation.

Par ailleurs, les quelques décisions rapportées sur la règle relative au seuil d'admissibilité de 25 000 \$ permettent de constater que les tribunaux en ont donné une interprétation rigoureuse.

Selon plusieurs groupes, les interrogatoires préalables sont très fréquents, et de plus en plus longs. Selon certains, une journée d'interrogatoire hors cour peut facilement entraîner des coûts supérieurs à 3 000 \$, ce qui n'est pas étonnant, et même conservateur, puisqu'il faut ajouter aux honoraires de l'avocat ceux de l'expert, le cas échéant, ainsi que les frais de sténographie, sans compter les coûts de préparation de l'interrogatoire. Cependant, et c'est un commentaire des représentants du Barreau du Québec et des contentieux du gouvernement, ces interrogatoires présentent des avantages multiples pour les parties. Même si la transcription en est rarement produite, ils permettent une meilleure préparation, entre autres pour le procès, et entraînent souvent un règlement à l'amiable.

Par ailleurs, toutes les personnes consultées ont reconnu qu'il n'y avait pas de négociation entre les parties au moment de l'établissement de l'entente sur le déroulement de l'instance, quant au nombre d'interrogatoires et à leur durée, ni d'intervention judiciaire au moment de la présentation de la requête introductive d'instance. De cette

façon, il y a peu de temps et d'efforts consacrés au début de l'instance pour limiter le nombre d'interrogatoires et leur durée.

Outre les coûts, le principal problème soulevé, notamment par les représentants de la Cour supérieure, est le nombre élevé d'objections soulevées lors des interrogatoires et le délai à subir avant qu'elles ne soient tranchées. Cela a fait dire à quelques-uns qu'ils pouvaient croire qu'il s'agissait du meilleur moyen d'obtenir des délais que la rigueur des nouvelles règles ne permet plus. Les objections « prévisibles » qui peuvent être soulevées par les parties avant l'interrogatoire, comme prévu à l'article 396.3 (C.p.c.), ne semblent pas l'être. Ces problèmes seraient cependant inexistantes à la Cour du Québec, à tout le moins en ce qui concerne les délais.

### 3.1.3 Les aménagements discutés

Pour limiter le nombre d'interrogatoires préalables et leur durée, et pour diminuer les délais et les coûts, et ainsi permettre l'application de la règle de la proportionnalité, les groupes de juges et de greffiers, en particulier, ont suggéré un certain contrôle des ententes sur le déroulement de l'instance. Un tel contrôle, quelle qu'en soit la forme, pourrait inciter les parties à s'entendre de façon plus précise sur des interrogatoires plus limités en nombre et en durée, et à mieux prévoir les objections éventuelles qu'elles devraient soulever.

Les représentants du Barreau ont par ailleurs suggéré que des personnes autres que des juges puissent entendre les objections soulevées, de préférence au moyen d'une conférence téléphonique, quitte à ce que leurs décisions soient révisables par un juge.

Compte tenu de l'utilité qu'ils y voient, les groupes d'avocats n'ont pas suggéré de hausser le seuil d'exclusion, que la réforme a fixé à 25 000 \$, ni de forcer les parties à déposer la transcription des témoignages enregistrés lors des interrogatoires préalables.

### 3.1.4 Les voies d'orientation

Le recours à l'interrogatoire préalable tel qu'il existe actuellement demeure problématique et peut contribuer à faire obstacle à l'accessibilité à la justice. Les voies d'orientation suggérées sont de deux ordres, et présupposent que les mécanismes procéduraux en place le demeurent, et que le changement de culture judiciaire continue de progresser.

Il est essentiel qu'avant de procéder aux interrogatoires préalables nécessaires les parties en négocient vraiment le nombre et la durée, et qu'elles établissent une entente sur le déroulement de l'instance plutôt qu'un simple calendrier des échéances, en tenant compte de la règle de la proportionnalité. Un contrôle judiciaire réel de cet élément au moment de la présentation, le cas échéant, pourrait favoriser la réalisation de pareille entente.

Il importe également, et ce n'est pas une alternative à la première voie d'orientation, que les objections soulevées lors des interrogatoires puissent, à l'exception de celles liées au secret professionnel et aux droits fondamentaux, être réservées au juge chargé d'entendre la cause au fond, qui en disposerait lors des témoignages au procès. De cette façon, seules les objections relatives aux extraits produits ou aux témoignages réellement soumis au tribunal seraient débattues et tranchées. Si cette voie devait être écartée, il serait suggéré de privilégier le plus possible le recours aux conférences téléphoniques pour épargner des délais et des coûts, surtout que les débats n'impliquent aucun témoignage.



## 3.2 L'expertise

### 3.2.1 La réforme

En matière d'expertise, l'article 413.1, introduit au code par la réforme établit l'obligation faite aux parties d'indiquer leurs expertises dans l'entente sur le déroulement de l'instance. Il établit aussi que le tribunal peut, en tout état de cause, même d'office, ordonner aux experts qui ont préparé des rapports contradictoires de se réunir en présence des parties ou des avocats qui souhaitent participer à cette réunion afin de concilier leurs opinions, de déterminer les points qui les opposent, et de lui faire ensuite rapport, ainsi qu'aux parties, dans le délai qu'il fixe. Par ailleurs, une modification apportée à l'article 477 (C.p.c.) permet également au tribunal de mitiger, par décision motivée, les dépens relatifs aux expertises faites à l'initiative des parties, notamment lorsqu'il estime que l'expertise était inutile, que les frais sont déraisonnables ou qu'un seul expert aurait suffi.

### 3.2.2 Les constats

Le premier constat, sur lequel tous les groupes consultés sont unanimes, c'est que l'expertise en matière civile et commerciale constitue, avec les interrogatoires préalables, et même davantage, la principale source de délai et de coûts élevés des actions en justice. Les expertises sont nombreuses, et les rapports d'expert tardent à être produits et portent sur des objets qui sont parfois en bonne partie inutiles pour trancher les véritables questions en litige.

Par ailleurs, plusieurs ont souligné que le recours à une pluralité d'experts, surtout de la part de défendeurs institutionnels, entraîne un déséquilibre qui devient encore plus considérable lorsque le demandeur est un simple citoyen. C'est notamment le cas pour les différents gouvernements, les centres hospitaliers, les compagnies d'assurance, les établissements financiers et les grandes entreprises en général.

Les experts, même ceux qui sont compétents et dont la crédibilité est établie, ne sont souvent pas suffisamment neutres ; ils produisent des rapports qui visent d'abord et avant tout à appuyer les intérêts de la partie qui a retenu leurs services, plutôt que d'aider le tribunal à rendre une décision juste et éclairée.

On peut dégager également des commentaires exprimés, tant par les groupes de juges que par les groupes d'avocats, que lors de la préparation de l'entente sur le déroulement de l'instance, les parties ne tentent pas de limiter ni le nombre, ni les objets des expertises et que, forcément, si le tribunal n'intervient pas dès le début, lors de la présentation, il n'est pas en mesure de limiter les expertises à la seule dimension nécessaire dans les circonstances. Par la suite, lors d'une éventuelle conférence préparatoire, ou pire, au procès, il est trop tard pour agir utilement en ce sens et pour assurer l'application de la règle de la proportionnalité. Les avocats se sentent professionnellement obligés de présenter non seulement la meilleure preuve, mais aussi la preuve la plus forte et la plus complète possible au profit de la partie qu'ils représentent, et le tribunal intervient rarement pour limiter la preuve des parties. Autrement dit, à ce jour, la plupart des intervenants judiciaires éprouvent, certains des craintes, d'autres des réticences, à appliquer la règle de la proportionnalité en matière de preuve.

Enfin, les consultations ont permis de constater qu'il existe, en matière d'expertise comme en matière d'interrogatoire préalable, un problème lié aux objections, qu'il s'agisse d'objections relatives à la compétence et à l'objectivité de l'expert ou à son témoignage, et que ce soit lors d'un interrogatoire préalable ou lors du procès. Ces objections entraînent des débats et des délais souvent longs et inutiles.



### 3.2.3 Les aménagements discutés

Certains ont proposé d'introduire au Code de procédure civile des mesures visant à assurer une plus grande neutralité de l'expert et à inciter les parties à recourir à un expert commun. Les représentants du Barreau ont même suggéré d'imposer une telle mesure en matière de recouvrement de petites créances ; les représentants de la Cour du Québec ont toutefois souligné que les expertises étaient généralement peu employées en cette matière et que, compte tenu de la convivialité des débats, une règle favorisant l'expert commun ne comportait pas d'avantage important.

La plupart ont par ailleurs suggéré qu'un contrôle en amont, dès le début de l'instance, pourrait permettre l'application de la règle de la proportionnalité en limitant le nombre et l'ampleur des expertises à des proportions plus modestes.

Par ailleurs, tant les juges que les avocats ont insisté pour que les objections à la compétence de l'expert soient tranchées le plus tôt possible pour permettre aux parties de progresser plus rapidement dans la mise en état du dossier. En matière d'expertise comme en ce qui concerne la plupart des éléments de la présente évaluation, la majorité des groupes consultés ont suggéré une utilisation accrue des conférences téléphoniques pour réduire les coûts et les délais des litiges.

### 3.2.4 Les voies d'orientation

Au moment où ont eu lieu les travaux du Comité de révision de la procédure civile, certaines propositions du rapport Woolf ont été longuement discutées, entre autres celles qui concernent l'expert unique, choix commun des parties, chargé d'abord et avant tout d'éclairer le tribunal. Le recours imposé à un expert unique n'a pas été retenu parce que on a estimé que cette mesure cadrerait mal avec notre système contradictoire et notre façon habituelle de procéder. Selon les commentaires recueillis en consultation, c'est encore aujourd'hui la position de représentants du Barreau.

Cependant, tous reconnaissent que le recours à un expert unique au service de la Cour peut contribuer de façon importante à solutionner une partie des problèmes en cette matière, à la condition que ce soit du consentement des parties. Une première voie de solution consisterait donc à favoriser le recours à l'expert unique sous cette réserve. Sur le plan législatif, un ensemble de modifications pourrait contribuer à atteindre cet objectif.

Il serait d'abord utile de modifier l'article 4.2 (C.p.c.) pour indiquer clairement que la règle de la proportionnalité doit être respectée par les parties et le tribunal, non seulement à l'égard des actes de procédure, mais également quant à la preuve. Il serait de mise, dans un but incitatif, d'exiger des parties qu'elles considèrent le recours à un expert unique au moment de la négociation de l'entente sur le déroulement de l'instance, et que le tribunal puisse le proposer au moment de la présentation de la requête introductive d'instance.

Il serait également opportun d'indiquer clairement au code qu'il est du devoir de l'expert d'éclairer la cour, et que ce devoir prime les intérêts de la partie qui retient ses services. Pour garantir les effets réels de cette règle, il y a lieu d'y indiquer aussi diverses mesures plus techniques d'engagement de la part de l'expert et d'obligations diverses, telles la divulgation des instructions de la partie qui a retenu ses services et l'absence de lien entre la rémunération et l'issue du procès.

Par ailleurs, une autre voie d'orientation consisterait à trancher le plus tôt possible dans l'instance les objections relatives soit à la compétence de l'expert, soit à son

témoignage. Le retard à trancher ces objections occasionne des délais, tant avant la mise en état du dossier qu'au procès.

Mais la voie la plus importante pour remédier aux problèmes de délais et de coûts liés à l'expertise réside plus simplement dans l'application réelle des principes et mécanismes introduits par la réforme.

Les parties ont l'obligation de négocier une entente sur le déroulement de l'instance ; quant au tribunal, il a l'obligation de veiller au bon déroulement de l'instance et d'en assurer une saine gestion et il peut décider, lors de la présentation de la requête, de moyens propres à simplifier ou à accélérer la procédure et à abréger l'audition. Par ailleurs, les parties et le tribunal doivent s'assurer de l'application de la règle de la proportionnalité. Les outils nécessaires sont donc en place, et la principale voie d'orientation consisterait à les y maintenir et à s'en servir davantage.

Un examen plus approfondi et plus complet du dossier dès le début de l'instance devrait permettre une véritable négociation du nombre et de l'objet des expertises et une intervention efficace du tribunal sur ces questions lors de la présentation. L'application des articles 413.1 et 477 (C.p.c.), qui portent sur la conciliation entre experts et sur la mitigation des dépens, de même que l'adoption des autres voies d'orientation portant sur la clarification de l'objet de la règle de la proportionnalité et sur le rôle de l'expert pourraient compléter le changement de cap en matière d'expertise.

À ce titre, il est nécessaire de mentionner que le sous-comité sur les expertises en matière civile, formé de représentants de la magistrature, du Barreau et du ministère de la Justice, devrait, au printemps 2006, déposer son rapport au comité tripartite également chargé de l'étude de questions procédurales plus globales, dont l'expertise civile et la simplification de la procédure en matière familiale. Les constats de ce sous-comité devraient s'étendre au-delà de ceux mentionnés dans le présent rapport, et il serait souhaitable de prendre connaissance de ses recommandations avant d'adopter une position définitive en cette matière.



## LA DÉFENSE ORALE

### 4.1 La réforme

Avant la réforme, la défense orale existait dans certaines matières et fonctionnait bien. Elle répondait à l'un des objectifs de la Loi portant réforme du Code de procédure civile, celui de permettre de rendre la justice avec célérité et à un coût raisonnable. Forte de ce succès, la réforme a étendu la défense orale à d'autres matières.

Dans les textes antérieurs, la défense orale était de règle dans les demandes en jugement déclaratoire (art. 453), les demandes relatives aux personnes et aux biens (art. 762 et suivants), les demandes en délaissement forcé (art. 796), les demandes accessoires en matière familiale (art. 813 et suivants) et les recours extraordinaires (art. 834 et suivants).

Depuis la réforme, la défense orale est notamment prévue à l'article 175.2 du code. Outre les matières déjà prévues, se sont ajoutées, en matière de droit des obligations, les demandes portant notamment sur les créances liées au prix de vente d'un bien meuble livré ou au prix d'un contrat de service rendu, et, en d'autres matières, les demandes portant sur une taxe, contribution ou cotisation imposée par une loi du Québec<sup>12</sup> ou sur toute autre matière prévue par une loi autre que le Code civil, lorsque la loi n'impose pas une défense écrite (art. 481.1 alinéa 2).

De plus, l'article 175.3 prévoit que la défense peut être orale si les parties en décident ou si le tribunal l'autorise ou l'ordonne; la même règle vaut pour passer à l'écrit.

Dans le cadre de la nouvelle procédure introductive d'instance, les parties doivent, au moment de la présentation, exposer oralement les moyens préliminaires qu'elles entendent faire valoir (art. 151.5) et les moyens préalablement dénoncés par écrit (art. 159). Dans les cas où la défense est orale, le tribunal peut, après examen des questions de droit ou de fait en litige, procéder à l'audition sur le fond si les parties sont prêtes et y consentent; sinon, il peut fixer la date d'audition ou ordonner que la cause soit mise au rôle (art. 151.6, 1°).

C'est également au moment de la présentation que le tribunal peut autoriser ou ordonner, dans les cas où elle n'est pas permise de plein droit, la défense orale aux conditions qu'il détermine (art. 151.6, 6°).

Lorsqu'il s'agit de demandes présentées à la Cour supérieure, il faut également tenir compte des articles 75 et 76 du Règlement de procédure civile de la Cour supérieure. Lorsqu'il y a contestation orale et que les parties ont convenu d'une entente sur le déroulement de l'instance établissant le calendrier des échéances à respecter à l'intérieur du délai de rigueur de 180 jours, ou de celui d'un an en matière familiale (art. 151.1), l'article 75 prévoit que les motifs de défense doivent être consignés sommairement à cette entente ou au procès-verbal de la séance de présentation de la demande. Par la suite, selon l'échéancier convenu, une partie peut convoquer les autres parties au tribunal pour faire vérifier le dossier et, si le dossier est complet et prêt pour audition, pour obtenir une ordonnance de fixation d'audition à une date ultérieure.

L'article 76, qui reprend pratiquement l'article 151.6, 1° du Code de procédure civile, s'applique en l'absence d'une entente sur le déroulement de l'instance. Ainsi, le

<sup>12</sup> Telle la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31). Cette loi a cependant été modifiée pour que la défense soit écrite.

tribunal peut, si le dossier est complet et prêt pour audition, disposer de la demande au jour de sa présentation, ou fixer l'audition à une date ultérieure ou la déferer au greffier pour que celui-ci le fasse.

## 4.2 Le constat : Le choix de l'écrit

### 4.2.1 Les statistiques

L'étude statistique des dossiers de la Cour supérieure et de la Cour du Québec a permis de constater que le fait de laisser plus de place à l'oralité ne s'est pas concrétisé dans la pratique. De fait, les parties ont privilégié l'écrit, même dans les matières où l'oralité fonctionnait très bien.

Ainsi, en Cour supérieure, lorsque le mode de contestation prévu par la loi était l'oral, 14,2 % des cas ont conservé ce mode, alors que l'oral a été remplacé par l'écrit dans 85,8 % des cas. Lorsque le mode de contestation prévu par la loi était l'écrit, la grande majorité des cas (97,5 %) a conservé ce mode.

En ce qui concerne la Cour du Québec, l'insuccès de l'oralité est encore plus marqué. Lorsque l'oral était le mode prévu par la loi, 4,9 % des cas ont conservé ce mode, alors que l'oral a été remplacé par l'écrit dans 95,1 % des cas. Lorsque le mode prévu par la loi était l'écrit, la grande majorité des cas (98,6 %) a conservé ce mode.

Dans la plupart des cas, tant en Cour supérieure qu'en Cour du Québec, ce sont les parties qui conviennent de passer du mode oral au mode écrit, le tribunal intervenant peu.

### 4.2.2 Le recul de l'oral

Lors de la consultation auprès des membres de la communauté juridique, l'un des commentaires les plus entendus est que la défense orale, loin d'être entrée dans les habitudes de travail des avocats et de la magistrature, a subi un net recul depuis que sa portée a été étendue dans la réforme. Qui plus est, la défense orale n'est généralement pas utilisée dans les régions. La magistrature se demande si cette extension de la contestation orale à plus de domaines n'a pas été trop grande.

Par ailleurs, la plupart des membres de la communauté juridique reconnaissent que la défense orale fait l'objet de préjugés de leur part. Lors de la consultation, il a été rappelé que le Code de procédure civile, conçu pour l'écrit, pourrait être considéré comme un obstacle à la défense orale. Pourtant, dans la plupart des requêtes en cours d'instance, la contestation se fait oralement.

Pour leur part, les tribunaux interviennent rarement dans le choix des parties de convenir d'un mode autre que celui prévu par la loi, et peu de jurisprudence a été recensée à ce sujet. Dans l'une<sup>13</sup> des rares décisions, il a été décidé que lorsque le Code de procédure civile prévoit que la défense est orale, le défendeur qui demande l'autorisation de produire une défense écrite sans l'accord du demandeur doit démontrer que l'absence d'écrit lui causera un préjudice.

<sup>13</sup> Desrochers c. Boivin, 2004 IIJCan 11330 (C.Q.), SOQUIJ AZ-50259251 (C.Q.).



### 4.2.3 Les raisons invoquées

Principalement, les parties optent pour la défense écrite pour les raisons suivantes :

#### a) *L'utilité de l'écrit*

Généralement, les avocats considèrent que la défense écrite est plus utile que la défense orale, tant pour les parties que pour les juges. Elle sert, en effet, à circonscrire le débat ; de plus, elle force le défendeur à préciser l'objet de sa contestation et à ne citer à comparaître que les témoins nécessaires. L'écrit facilite, en quelque sorte, la préparation et l'appréciation du dossier. Donc, la défense écrite offre plus de sécurité aux avocats qui pourraient craindre autrement que leur responsabilité professionnelle soit engagée. À cet égard, plusieurs avocats soutiennent que, pour représenter leurs clients de la meilleure façon, ils se sentent obligés de faire valoir une défense écrite dans un document que le juge pourra consulter plus tard — et utiliser comme aide-mémoire —, s'il survenait un problème de pertinence de la preuve ou si le délibéré était long. En outre, ils font valoir que, de toute façon, il est nécessaire que le dossier présente une défense sous forme écrite et que lorsque la défense n'a pas été faite sous forme écrite en tant que telle, le juge et les parties demandent qu'elle soit consignée au procès-verbal par le greffier. Des avocats estiment même que la défense orale pourrait créer un préjudice au demandeur par la surprise causée par les motifs soulevés par le défendeur.

#### b) *Le bénéfice d'un plus grand délai*

Les parties favorisent également la défense écrite, car elle leur permet de bénéficier du délai de 180 jours et, pour nombre de défendeurs, de gagner du temps afin d'améliorer leur situation. Par exemple, dans le cas d'une prise en paiement, le défendeur pourrait trouver du financement pendant cette période ; dans le cas d'une créance liquide et exigible, il pourrait bénéficier d'un plus grand délai à peu de frais.

#### c) *Le report de l'audition de la défense orale*

Par ailleurs, les causes sont rarement entendues lors de la présentation ou lors de la conférence de gestion et sont déferées à une date d'audition ultérieure. Ce report s'explique par le fait que les juges, — particulièrement en région —, n'ont souvent pas le temps d'entendre les défenses orales à ce moment. De plus, l'attente d'une date d'audition est relativement plus longue dans les régions que dans les grands centres et, dans certains districts, il semble même que cela se fonde dans le rôle général.

Le report peut également s'expliquer parce que les témoins sont absents ou parce que les parties ne sont pas prêtes. Néanmoins, si les parties sont prêtes, la magistrature a affirmé, lors de la consultation, qu'il pouvait parfois être possible de trouver un juge disponible pour procéder sans délai à l'audition.

#### d) *Le tarif judiciaire*

Un autre facteur n'incite pas les parties à la défense orale, et a fait l'objet de nombreux commentaires lors de la consultation : c'est le tarif judiciaire imposé, depuis janvier 2003, sur les actes de comparution, alors qu'avant, il l'était sur les défenses écrites.

### 4.2.4 Les avantages de la défense orale

D'une manière générale, les membres de la communauté juridique consultés, et surtout ceux de la magistrature, reconnaissent les avantages que peut offrir la défense orale, soit la célérité d'une justice rendue, dans certaines matières, à un coût raisonnable pour le citoyen. En fait, la défense orale permet au défendeur d'économiser de l'argent en n'ayant pas à payer les honoraires professionnels de son



avocat pour la rédaction de la défense écrite. De plus, la magistrature a remarqué que, dans un bon nombre de causes, la règle de la proportionnalité pourrait être mieux respectée si les parties convenaient d'une défense orale.

La plupart des personnes consultées, et surtout la magistrature, croient qu'elles opéreraient davantage pour la défense orale si les causes étaient entendues plus tôt et si, également, les décisions étaient rendues plus rapidement.

Ceux qui soutiennent la défense orale estiment inutile de tout consigner dans une défense écrite car à la base, il existe des documents écrits et il est possible de consigner les éléments de défense orale dans le procès-verbal. À ce sujet, les greffiers ont toutefois expliqué lors de la consultation qu'il est difficile de prendre tous ces éléments en note, et que des problèmes pourraient survenir en cas d'erreur. Certains juges ont déjà trouvé une solution en requérant des avocats un exposé sommaire écrit des motifs de défense que ces derniers entendaient soulever oralement.

Quoi qu'il en soit, plusieurs souhaitent un changement de mentalité à l'égard de la défense orale. Sont-ils cependant prêts à la mettre en pratique ? À ce sujet, la magistrature a noté un certain progrès dans les grands centres, ce qui indique peut-être une ouverture.

### 4.3 Les voies d'orientation

La rapidité d'une justice rendue à un coût raisonnable suppose que les parties elles-mêmes, de concert avec leurs avocats, prennent les mesures disponibles et prévues par la loi pour atteindre cet objectif. Aussi serait-il souhaitable non seulement de maintenir l'oralité, mais de prévoir des mesures incitatives permettant d'accroître son usage et de lui redonner la place qu'elle occupait antérieurement à la réforme car, comme le résume si bien le professeur Gérard Cornu, « Le débat oral a dans son pouvoir de faire avancer la discussion à vif et à chaud, d'aller, ensemble, plus loin plus vite »<sup>14</sup>.

Ainsi, les cas d'application pourraient être circonscrits et des conditions plus lourdes pourraient être imposées pour changer de mode. Les juges pourraient notamment avoir un droit de regard sur le choix des parties d'une défense écrite pour faire respecter la règle de la proportionnalité.

Par ailleurs, le système et les juges devraient encourager la défense orale. Ainsi, il serait souhaitable que le Code de procédure civile prévoie que les motifs de défense soient notés au procès-verbal, et des outils pourraient être mis en place pour favoriser cette pratique. Il pourrait, par exemple, être exigé du défendeur de déposer un exposé sommaire ou un argumentaire schématique de ses motifs. L'enregistrement numérique pourrait également servir d'aide-mémoire au greffier qui aurait noté, au procès-verbal signé par les avocats ou les parties, le jour et l'heure où les motifs ont été énoncés.

D'autres outils pourraient être mis en place pour favoriser la contestation orale, tels un rôle spécial ou un système de priorité pour les affaires où la défense est orale. De plus, les juges devraient pouvoir eux-mêmes fixer les dates d'audition, à condition d'avoir un accès informatique au rôle ou de pouvoir connaître autrement les disponibilités de la cour.

<sup>14</sup> Gérard CORNU, *Linguistique juridique*, Paris, Éditions Montchrestien, E.J.A., 1990, p. 255.

Enfin, pour inciter les avocats à recourir à la défense orale, le tarif pourrait être revu pour étudier la possibilité de reporter une partie du tarif imposé lors de la comparution sur la défense écrite et l'inscription. En outre, la promotion de la défense orale pourrait se faire par de la formation aux avocats et à la magistrature.



## LA CONFÉRENCE DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE

### 5.1 L'essor des modes de règlement à l'amiable et la réforme

La conférence de règlement à l'amiable est le résultat d'une réflexion continue à travers les époques sur le sens de la justice et sur son accessibilité au citoyen. Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle culture judiciaire qui nous amène à revoir, dans un premier temps, notre manière de concevoir la résolution des conflits et, dans un deuxième temps, les rôles que devront désormais occuper les membres de la communauté juridique et les citoyens.

L'essor des modes de règlements à l'amiable s'inscrit dans la tendance du développement d'une justice sociale. Ces modes s'insèrent dans les mécanismes procéduraux des tribunaux judiciaires ou administratifs, ou sont développés par des institutions privées ou communautaires rattachées au monde de la justice<sup>15</sup>. Ils sont diversifiés et répondent à différents besoins, mais ils reposent essentiellement sur la volonté commune des personnes qui sont parties à un différend d'adopter un processus non judiciaire et de participer activement à la résolution du différend.

Afin de répondre à ces changements et de suivre l'évolution de la société, la communauté juridique et les tribunaux ont, au fil des ans et sur des bases informelles ou dans des projets pilotes, intégré dans leur fonctionnement ce mode de règlement fondé sur la participation et la volonté des parties. Le ministère de la Justice a également choisi de faire la promotion de ces modes non judiciaires de règlement des conflits dans les rapports entre l'État et les citoyens.

Le Comité de révision de la procédure civile a constaté, que, depuis quelques années, bon nombre de citoyens voulaient, plutôt que de s'en remettre au système judiciaire, trouver des modes de règlement qui répondent mieux et plus rapidement à leurs besoins, dans un processus moins intimidant. Cela est vrai d'autant plus que ces modes permettent aux parties d'exprimer leurs attentes tout en contribuant à la solution du litige et tout en diminuant le stress vécu par les parties à toute action en justice. Compte tenu des avantages que ces modes de règlement à l'amiable peuvent offrir, des expériences vécues grâce aux différents projets instaurés et de l'intérêt suscité, ces modes de règlement furent introduits dans le Code de procédure civile.

Ainsi, depuis l'entrée en vigueur de la Loi portant réforme du Code de procédure civile (2002, chapitre 7), les parties disposent d'un moyen formel de résolution du conflit. De plus, afin de favoriser le recours volontaire à la conciliation ou à la médiation à l'intérieur même du débat judiciaire, l'article 4.3 (C.p.c.) fut adopté. Cet article illustre le principe de la conciliation judiciaire. Il édicte que les tribunaux et les juges peuvent, à l'exception des matières touchant l'état ou la capacité des personnes et de celles qui intéressent l'ordre public, tenter de concilier les parties qui y consentent. En matière familiale et de recouvrement des petites créances, il entre dans la mission du juge de favoriser la conciliation des parties.

Le code prévoit la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable, sur demande des parties, à toute étape de l'instance dans les affaires soumises au tribunal<sup>16</sup>. Dans leur demande, les parties exposent sommairement les questions en litige. L'article 151.16

<sup>15</sup> Marie-José LONGTIN, *Les règlements des différends*, document de travail, Québec, ministère de la Justice du Québec, 2001.

<sup>16</sup> Les articles 151.14 à 151.23 du Code de procédure civile.

du code prescrit que « La conférence a pour but d'aider les parties à communiquer, à négocier, à identifier leurs intérêts, à évaluer leurs positions et à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes ». Le juge qui intervient bénéficie alors de l'immunité judiciaire. La conférence a lieu à huis clos, sans frais ni formalités. Les règles qui illustrent la conférence de règlement à l'amiable en appel se retrouvent dans le Code de procédure civile aux articles 508.1 et suivants. Bien que le processus de règlement à l'amiable soit essentiellement le même qu'il se déroule à la Cour d'appel, à la Cour supérieure ou à la Cour du Québec, il n'engendre pas les mêmes commentaires de la part des membres consultés.

La Loi portant réforme du Code de procédure civile, en considérant les avantages reconnus par la médiation et les expériences concluantes du passé, a introduit dans le nouveau Livre VIII, à l'article 973 (C.p.c.), la tenue d'une séance de médiation présidée par un avocat ou un notaire accrédité auprès de son ordre professionnel à n'importe quelle étape du litige. À la première occasion, le greffier doit informer les parties sur le service de médiation, sans frais additionnels, et les y référer sur demande.

Dans un premier temps, nous analyserons, à la lumière des différentes consultations tenues avec les membres de la communauté juridique, si la réforme a atteint ses objectifs. Par la suite, nous proposerons des voies d'orientation visant l'intégration des différents commentaires reçus, dans un souci d'amélioration du système de recours aux modes non judiciaires de solution des litiges.

## 5.2 Les expériences actuelles

### 5.2.1 La Cour d'appel

L'article 508.1 du Code de procédure civile est fondé sur l'expérience du programme de conciliation judiciaire introduit à la Cour d'appel du Québec en 1997. Une conférence de règlement à l'amiable en appel est précédée de l'envoi au greffe de la cour d'un dossier sommaire, inscription en appel et jugement de première instance, ainsi que de la preuve documentaire ; le dépôt de cette demande suspend les délais impartis. De plus, la transcription des notes sténographiques et la préparation du mémoire n'étant pas requises, la procédure de conciliation est plus simple et les frais encourus sont moindres.

En appel, la conférence de règlement à l'amiable est un moyen fréquemment utilisé. En effet, à titre d'exemple, pour l'année 2005, sur les 1960 demandes introduites à la Cour d'appel, 800 ont donné lieu à un jugement sur le fond, 380 se sont soldées par un désistement et 45 par une désertion, alors que 300 permissions ont été refusées et 150 appels ont été rejetés sur requête, et que 60 médiations ont été réussies ; par ailleurs, 225 appels étaient en cours le 1<sup>er</sup> janvier 2006, dont 60 soumis à la médiation. Un autre attrait militant pour ce recours est qu'en ce qui concerne l'appel, un certain nombre de parties ayant déjà déboursé la majorité de leurs ressources financières en frais judiciaires, extrajudiciaires ou honoraires, un règlement à l'amiable est souvent souhaitable. Hormis la souplesse de la procédure, la possibilité de tenir la conférence par tout moyen de communication est un véritable incitatif responsabilisant les parties afin qu'elles exercent leur pouvoir décisionnel.

Les délais procéduraux en appel, entre l'inscription en appel et le jour de l'audience, sont de 19 mois à Montréal, soit 7 mois pour le dépôt des mémoires et 12 mois d'attente, et de 13 mois à Québec, soit 7 mois pour le dépôt des mémoires et 6 mois d'attente. Ces délais ne visent cependant que 25 % des demandes puisque 75 % procèdent selon la voie allégée où le délai n'est que de 4 mois. En revanche, une séance de conciliation judiciaire dure environ trois heures et quelques séances suffisent dans



bien des cas à solutionner le litige. Si les parties n'arrivent pas à une entente, le juge ayant présidé la conférence ne participera à aucune autre audience relative à l'affaire ; de plus, les échanges qui ont eu lieu lors des conférences de conciliation demeurent totalement confidentiels, et les juges qui président l'audience par la suite ignorent même l'existence d'une telle conférence puisqu'elle est inscrite sur un registre distinct. En conséquence, les juges de la Cour d'appel et les parties apprécient ces conférences et traitent les règlements comme des transactions.

### 5.2.2 La Cour supérieure

En 2001, La Cour supérieure du Québec a intégré dans ses règles de pratique le chapitre XIII, intitulé *Conférence de règlement à l'amiable*. Devant le succès de cette démarche, ces règles sont désormais codifiées dans le Code de procédure civile, et elles sont applicables à toutes les demandes devant le tribunal en première instance.

Selon les juges consultés, ces conférences connaissent un franc succès. La simplicité de la procédure, l'inexistence de frais, l'accès rapide à un juge et la participation des parties au processus décisionnel en sont probablement les raisons. D'ailleurs, ces conférences se terminent dans la majeure partie des cas par une entente. En effet, selon les données de la Cour supérieure, 80 % des parties demandant la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable concluent un accord, 90 % en matière civile et 75 % en matière familiale.

Suivant l'évaluation qu'en fait la magistrature, à la Cour supérieure du district de Montréal, de septembre à décembre 2003, 45 conférences ont eu lieu en matière familiale et parmi elles, 31 se sont conclues par une entente. En matière civile, 81 ententes furent conclues sur 105 conférences tenues. Pendant l'année 2004, 99 ententes furent conclues sur 130 conférences tenues en matière familiale et finalement, en matière civile, 235 accords ont été conclus sur 291 conférences tenues.

À la Cour supérieure du district de Québec, au cours de l'année judiciaire 2003-2004, il s'est tenu, dans le district d'appel de Québec, 125 conférences de règlement à l'amiable avec un taux de succès de 80 % et au-delà de 300 jours de cour furent évités. En 2004-2005, il s'est tenu 120 conférences avec un taux de succès de 75 %, et 423 jours de cour ont aussi été épargnés. Finalement, pour 2005-2006, alors qu'il s'est écoulé approximativement le tiers de l'année judiciaire, 81 conférences ont été tenues avec un taux de succès de 83 %, tout en économisant 160 jours de cour.

Néanmoins, cette popularité présente un revers. Ainsi, même si, à Montréal, les causes fixées à 10 jours et plus d'audience sont ciblées prioritairement, 6 juges desservent déjà à plein temps les justiciables, et le délai moyen d'attente pour qu'ait lieu une conférence de règlement à l'amiable est de 3 à 4 mois à partir du dépôt de la demande. Certains membres de la communauté juridique craignent déjà que les délais soient de plus en plus longs, et ils redoutent que ce mode de règlement à l'amiable soit victime de son succès et entraîne des lenteurs analogues au système judiciaire contradictoire actuel.

Les conférences de règlement à l'amiable ne connaissent pas autant de succès à l'extérieur de Montréal, de Québec et de leur périphérie. Les raisons invoquées pour expliquer la quasi-inexistence des conférences dans les autres régions du Québec, tant par les membres du Barreau que par la magistrature, sont le manque de juges et, incidemment, le manque de temps ainsi que l'absence de salles d'audiences adaptées en quantité suffisante. Que les juges en région soient souvent des juges itinérants est également l'un des facteurs d'absence de conférences de règlement à l'amiable. Ces juges, manquant de temps et d'effectifs pour les causes régulières, ne proposent pas



ce type de conférences. Les services offerts aux justiciables diffèrent donc d'une région à l'autre.

Au cours des dernières années, près de 90 juges de Montréal ont pu bénéficier d'une formation de trois jours sur la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable. Les membres de la magistrature apprécient ces conférences, et ils sont fortement engagés dans le processus. Ces dernières débutent, dans la majorité des cas, par une conférence téléphonique entre les avocats et le juge afin que ce dernier s'assure, entre autres, de l'ouverture d'esprit des parties et de leur volonté de trouver une solution concrète au litige. De plus, lors de la première conférence, qui a lieu après une attente de 2 à 3 mois pour Québec et de 3 à 4 mois pour Montréal, le juge rappelle aux parties les principes guidant le déroulement de la conférence, particulièrement en ce qui a trait au rôle du juge et à la confidentialité des discussions.

Ainsi, les conférences de règlement à l'amiable se tiennent dans un contexte convivial, et l'absence de règles strictes permet au juge de s'adapter à chaque dossier en litige. Elles se déroulent dans une salle de conférences au palais de justice, et l'horaire est flexible. Les membres du Barreau nous ont donné l'exemple d'un juge qui a siégé de 8 h à 2 h afin d'amener les parties à régler leur dossier. Cependant, les salles d'audiences converties en salle de conférences ne sont pas suffisantes et, à Montréal, les rencontres sont parfois tenues dans un hôtel.

Les parties apprécient ces conférences car elles ont l'impression de participer à la justice et à la résolution de leur conflit sans frais, tout en ayant accès à un juge. De plus, les parties qui ont eu recours à ces conférences sont satisfaites des résultats obtenus.

### 5.2.3 La Cour du Québec

#### a) Première instance

Les conférences de règlement à l'amiable connaissent un essor plus lent à la Cour du Québec. Malgré l'excellent accueil réservé à cette nouvelle procédure, elles ne semblent pas y bénéficier de la même popularité que celles ayant lieu à la Cour supérieure. Les motifs avancés pour expliquer cette différence seraient l'absence d'une promotion incitative et la nature même des dossiers traités par cette juridiction.

Actuellement, les juges de la Cour du Québec ne dirigent vers une conférence de règlement à l'amiable que les causes de plus de 3 jours. Or, à la Cour du Québec, la grande majorité des affaires nécessite moins de 3 jours d'audiences. Il est également important de rappeler que la Cour du Québec, contrairement à la Cour supérieure, n'avait pas, avant la réforme, adopté de règlement sur le sujet ni de projet pilote, ce qui explique en partie que ce processus y soit plus lent à intégrer.

Cependant, il est important de mentionner que, selon leurs dires, les juges transformeraient souvent une audition en séance de conciliation, et que celle-ci connaîtrait tout de même un bon taux de réussite. Ainsi, les juges de la Cour du Québec à Montréal nous ont indiqué lors de la consultation que 72 jours de conciliation permettraient une économie de 227 jours d'instances. De plus, selon les données statistiques fournies par la Cour du Québec, district de Montréal, sur 31 conférences de règlement à l'amiable tenues en 2003, 24 ont été conclues par une entente, 4 ont échoué et 3 ont été annulées. En 2004, 43 conférences ont été tenues. Sur ce nombre, 30 ont été conclues par une entente, 6 ont échoué et 7 ont été annulées. Dans certains districts, en périphérie des grands centres, la proportion de demandes résolues par la voie de la médiation est relativement élevée. À Longueuil par exemple, 25 % des dossiers ont été résolus par cette voie.

Dans les régions éloignées du Québec, la situation est similaire à celle qui prévaut dans les cours supérieures de ces régions. Les membres de la magistrature affirment que l'inexistence de conférences de règlement à l'amiable est due en grande partie au manque d'effectifs. Les juges ne les proposent pas, ne disposant pas de suffisamment de temps pour à la fois tenir une conférence de règlement à l'amiable et entendre des affaires du système régulier. De plus, si la conciliation échoue, le juge ayant présidé la conférence de règlement à l'amiable ne pourra plus siéger dans cette affaire ; or, en région, devoir trouver un autre juge occasionnera au justiciable un délai d'attente additionnel.

#### *b) Petites créances*

Si, dans les années 1980 et jusqu'en 1993, les expériences de médiation en matière de petites créances ont pu connaître un certain succès, la situation actuelle est tout autre, et ce constat est analogue dans toutes les régions du Québec : la médiation est un échec. Les greffiers consultés déplorent la gestion qu'ils doivent faire des séances de médiation, et ce, pour un si faible résultat. Seulement 6 % des dossiers contestés se retrouvent en médiation, avec un taux de réussite de 40 %. Dans le district de Montréal, sur les 7 794 dossiers ouverts en 2004, 234 ont été dirigés vers la médiation ; parmi ceux-ci, 108 ont été réglés par une entente, 95 se soldèrent par un échec et 31 autres ont souffert de l'absence de l'une des parties. L'année 2005 a également connu des résultats discutables. En effet, pour les 4 premiers mois de 2005, sur les 2 600 dossiers ouverts, 85 ont été dirigés vers la médiation. Parmi ceux-ci, 40 ont été réglés par une entente, 26 ont échoué et 19 ont souffert de l'absence d'une partie<sup>17</sup>.

Selon les commentaires de la communauté juridique, une importante proportion des demandes portées devant la division des petites créances sont des actions sur comptes introduites par des professionnels impayés. Ces demandes portant sur des créances liquides et exigibles, le recours à la médiation n'est pas privilégié afin de trouver une solution. Cela explique, en partie du moins, l'insuccès de la médiation. Pourquoi les autres citoyens qui introduisent une demande à la division des petites créances ne se servent-ils pas plus de la médiation ? Peut-être est-ce attribuable au montant limite réclamé dans cette cour, les parties ne voulant pas négocier puisque le risque de perte est moindre. Ou encore, peut-être veulent-elles absolument être entendues par la personne personnifiant l'autorité, c'est-à-dire par le juge. Ainsi, plusieurs hypothèses peuvent être émises, mais elles sont difficiles à confirmer.

Le faible taux de réussite n'est pas le seul élément décrié. En effet, la rémunération du médiateur est un élément qui contribue, selon les commentaires reçus, au désengagement de ce dernier. Les honoraires versés au médiateur par le ministère de la Justice varient selon la résolution ou non du litige. Si une entente est conclue, le tarif est de 115 \$ ; dans le cas contraire, le tarif sera de 95 \$. Les médiateurs déplorent également le volume de demandes de médiation, qui est insuffisant pour que cela soit rentable pour eux. En effet, les médiateurs sont choisis selon un système de rotation, ce qui fait que selon le nombre de médiateurs inscrits sur la liste que détient le greffe, espérer avoir plusieurs séances de médiation peut être illusoire. De plus, les médiateurs n'ont pas la possibilité de regrouper les séances de médiation ; ainsi, à chaque nouvelle séance, ils doivent se déplacer et débours des frais supplémentaires.

Également, selon les commentaires reçus, une heure ne suffit pas pour une séance de médiation, et les médiateurs dépassent souvent le temps qui leur est accordé pour concilier les parties. Les préceptes de base de la médiation étant l'écoute et le dialogue,

<sup>17</sup> Données provenant du document : *Directions des services judiciaires*, Commentaires émis par les directions des services judiciaires (Est, Métropole et Ouest) : dispositions législatives du Code de procédure civile, Livre VIII, Québec, 2005, annexe 2.



il est nécessaire d'augmenter la période initiale accordée pour permettre aux parties de mieux concilier leurs intérêts. De plus, les médiateurs sont astreints à déposer au greffe un rapport faisant état des faits, des positions des parties, des points de droit soulevés, des éléments de preuve qu'elles entendent soumettre et des témoins qu'elles proposent de faire entendre à l'audience.

En ce qui concerne la conciliation par le juge, envisagée par le code comme une mission complémentaire à celle de trancher le litige, si elle s'avère difficile et échoue, le juge devra tout de même se prononcer sur cette affaire. Ainsi, en pratique, le juge invite plutôt les parties à discuter ensemble du litige afin d'en arriver à un accord, et il n'interviendra qu'afin de les aider à finaliser leur entente. De plus, il est difficile pour le juge de trouver le temps de concilier les parties lorsqu'il doit entendre de six à huit affaires par jour, sans oublier que les auditions devant la division des petites créances sont de plus en plus complexes.

Finalement, ce système est insatisfaisant, car en plus de coûter cher au ministère de la Justice, lequel doit défrayer le paiement des médiateurs, force est de constater qu'il ne remplit pas l'objectif de contribuer efficacement et rapidement à la résolution des litiges. Ainsi, ce système de soutien n'aide pas à désengorger le rôle de la division des petites créances, division qui connaît déjà un problème à l'égard des délais institutionnels.

### 5.3 Les voies d'orientation

Les conclusions tirées de cette analyse sont positives, quoique inégales. En effet, la réforme, en ce qui a trait à la conférence de règlement à l'amiable, n'est pas encore intégrée suffisamment dans toutes les cours du Québec ni dans toutes les régions. Le résultat donne lieu à une justice participative disparate, malgré le fait que la conférence de règlement à l'amiable soit un concept accepté par tous.

Le public doit bénéficier d'une information accrue sur le recours à la conférence de règlement à l'amiable et sur ses avantages, notamment la célérité et la participation du citoyen à la solution du litige le concernant. Ce dernier avantage devra être particulièrement mis de l'avant. Il ne faudrait pas que la conférence de règlement à l'amiable soit considérée uniquement comme une mesure épargnant les coûts et corrigeant la lenteur du système judiciaire, même si ces éléments sont à la base de sa popularité. La conférence devrait exister à part entière et fonctionner en parallèle avec notre système de justice contradictoire, dans une parfaite complémentarité.

Outre qu'il faudrait favoriser l'accessibilité à l'information concernant les conférences, il faudrait aussi, à terme, prévoir l'accessibilité matérielle des palais de justice. Ainsi, des aménagements adéquats et des salles devraient toujours être mis à la disposition des justiciables et des juges afin qu'ils puissent y tenir une conférence de règlement à l'amiable.

Malgré les efforts déployés par les cours et les membres du Barreau pour diffuser ce mode de règlement à l'amiable, des améliorations sont nécessaires afin que les justiciables des régions éloignées puissent bénéficier de ce programme au même titre que les justiciables des grands centres. Le système, tel qu'il est présentement, ne semble pas favoriser le développement des conférences de règlement à l'amiable. Peut-être faudrait-il encourager la formation des juges et des avocats en cette matière, ou encore, privilégier un regroupement des conférences de règlement à l'amiable vers les centres régionaux où les effectifs en place permettraient d'assurer ce service sur une base continue. Il est vrai que ce regroupement pourrait occasionner des déplacements pour les parties, mais il pourrait s'agir d'un moindre mal en regard des avantages dont elles pourraient alors bénéficier.

La médiation des demandes relatives aux petites créances représente une problématique généralisée, car les justiciables y font rarement appel. En plus d'offrir une formation aux greffiers qui informent les parties des modalités et avantages de la médiation, de l'information devrait être remise systématiquement aux citoyens instituant une action à la division des petites créances.

Une des solutions qui pourrait être envisagée, afin de pallier le système de rotation des médiateurs de la division des petites créances, serait de procéder par appel d'offres. Le ministère de la Justice pourrait ainsi attribuer les séances de médiation à un nombre limité de médiateurs en se référant à un ensemble de critères qui peuvent être autres que celui de la plus basse soumission. Il faudrait également alléger le contenu du rapport que le médiateur doit produire au greffe en vertu de l'article 973 du Code de procédure civile ; cette solution permettrait au médiateur de se consacrer pleinement à ces séances de médiation.

Enfin, pour favoriser la médiation préalablement même à l'introduction d'une demande en justice, il pourrait être opportun que le Code de procédure civile codifie, au titre des modes non judiciaires de règlement des litiges, les règles de base en la matière.





## L'APPEL

### 6.1 La réforme

La Loi portant réforme du Code de procédure civile touchait différents aspects de la procédure en appel. Ainsi, le seuil monétaire permettant un appel de plein droit des jugements est passé de 30 000 \$ à 50 000 \$. Les critères permettant un appel sur permission ont également été modifiés pour tenir compte de la jurisprudence. De plus, l'appel d'un jugement rendu sur une requête en révision judiciaire n'est maintenant permis que sur permission.

En matière de rejet d'appel, un nouveau motif a été ajouté à ceux existants. C'est ainsi que l'on retrouve à l'article 501 du code la possibilité de faire rejeter l'appel qui ne présente aucune chance raisonnable de succès. À défaut de rejeter l'appel pour cette raison ou parce qu'il présente un caractère abusif ou dilatoire, la Cour d'appel peut dorénavant l'assujettir à certaines conditions, dont un cautionnement.

Par ailleurs, de nouveaux articles ont été ajoutés au code pour y prévoir les règles de la conférence de règlement à l'amiable et de la gestion de l'instance. Sur un plan plus technique, l'attestation relative à la transcription des notes sténographiques est maintenant nécessaire seulement si l'appelant entend utiliser les dépositions au soutien de son appel.

### 6.2 Les constats

Les données recueillies sur les dossiers à la Cour d'appel permettent de faire ressortir des éléments intéressants concernant les requêtes en rejet d'appel présentées en vertu de l'article 501 du code. Une telle requête est présentée dans 27,3 % des dossiers de la cour, et est accueillie dans près de la moitié des cas. Dans 86,8 % des cas, la requête pour rejet d'appel a été accueillie au motif que l'appel ne présentait aucune chance raisonnable de succès.

Une fois formé, l'appel procède généralement selon les règles ordinaires. Les parties doivent alors exposer dans un mémoire l'objet du litige, leurs prétentions et leurs conclusions. Les mémoires doivent être produits en respectant les délais prévus au code. L'appel peut également procéder, surtout en matière familiale et en appel des jugements interlocutoires, selon une voie accélérée; les mémoires sont alors remplacés par des exposés écrits qui doivent être produits selon les délais établis au code ou selon l'échéancier établi par un juge ou par la cour.

Dans les deux cas, les parties peuvent participer à une conférence de règlement à l'amiable et un juge de la cour peut procéder, d'office ou sur demande, à une conférence de gestion de l'instance pour assurer le bon déroulement de l'appel.

Lors des consultations, les juges de la Cour d'appel ont souligné que la mise en application des articles 4.1 à 4.3 du code les préoccupe, particulièrement quant au nombre d'interrogatoires préalables et d'expertises et à leur ampleur. Ils appuient sans réserve les dispositions du code, mais ils souhaiteraient qu'il indique clairement que la règle de la proportionnalité s'applique également aux moyens de preuve et non seulement aux actes de procédure écrite, comme le texte actuel de l'article 4.2 peut le laisser croire.

En ce qui concerne les modifications de la réforme visant à réduire le nombre de dossiers en appel, les juges de la Cour d'appel estiment qu'ils consacrent 15 % à 20 % de leur temps de travail aux appels des jugements sur les requêtes en révision judiciaire. Il leur apparaît fort souhaitable de maintenir la nouvelle disposition prévoyant que l'appel d'un tel jugement n'est possible que sur permission.

De plus, l'ajout du motif de l'absence de chance raisonnable de succès de l'appel à l'article 501 du code permet de mettre fin aux demandes vouées à l'échec. En cas de doute de la part des juges, la requête en rejet d'appel serait rejetée, mais l'appel serait souvent assujéti à un cautionnement.

Cependant, l'augmentation du seuil monétaire permettant un appel de plein droit n'aurait pas permis de diminuer le nombre de dossiers à la cour puisqu'il y avait déjà, avant la réforme, peu d'appels lorsque le montant en cause était inférieur à 50 000 \$, à l'exception de quelques affaires comportant des questions de principe.

À l'égard de la gestion des dossiers, les juges de la Cour d'appel ont souligné que la cour a comme objectif de diminuer le plus possible les coûts de l'appel, les délais et l'usage du papier, notamment en substituant les exposés de quelques pages aux mémoires et en diminuant le nombre d'exemplaires requis, dans la mesure du possible. Ils privilégient également la gestion des dossiers de la cour par conférence téléphonique plutôt que le fait d'obliger les parties à se déplacer à la cour, et souhaitent accroître l'usage de l'informatique pour la constitution et l'évaluation des dossiers. Enfin, les juges souhaitent réduire de 7 à 4 mois le délai de mise en état des dossiers procédant par la voie ordinaire, ce délai étant d'environ deux mois pour la voie allégée, qu'empruntent 75 % des demandes.

Ainsi, dans des affaires où la preuve est volumineuse, l'utilisation de CD ou de DVD est favorisée. Il semble même que, dans un dossier, les parties aient créé sur Internet un espace commun facilitant la collaboration pour leur permettre, ainsi qu'à la cour, d'avoir accès plus facilement à une preuve volumineuse. Cette approche intéressante limite cependant l'accès à des dossiers qui sont en principe publics.

Une mise à jour de l'équipement informatique des juges serait toutefois nécessaire pour que la cour puisse davantage utiliser certaines technologies, entre autres pour qu'elle puisse recevoir certains éléments de la preuve sur support DVD.

D'autres modifications au droit actuel, de nature plus technique, ont été suggérées par les juges de la Cour d'appel, telles que les suivantes :

- ◆ Clarifier et compléter, en s'inspirant de l'article 10 des règles de procédure de la Cour d'appel, les règles relatives à l'attestation des notes sténographiques, notamment en prévoyant que tant la partie qui a l'intention d'utiliser des dépositions pour appuyer ses prétentions que celle qui n'entend pas le faire doivent produire une attestation en ce sens pour indiquer leur choix, et en précisant que cette règle s'applique également à l'appelant incident.
- ◆ Prévoir un délai de comparution dans les cas de mise en cause d'un tiers (art. 499) et effectuer les modifications de concordance nécessaires.
- ◆ Permettre à un juge de transformer une requête pour permission d'appel en inscription en appel lorsqu'un avocat a cru à tort qu'une permission était requise et que le délai d'appel est expiré lorsque le juge entend la requête.

- ◆ Préciser, en s'inspirant des règles de procédure de la Cour d'appel, le délai d'appel de l'intimé dans un cas de rejet de l'appel principal, et le délai d'appel de l'appelant principal pour répondre à l'appel incident.
- ◆ Revoir les règles du code concernant les mémoires et les exposés des parties à la lumière des règles de procédure dont la Cour d'appel se dotera prochainement (art. 507, 507.0.1 et 507.1).

Soulignons enfin que les juges de la Cour supérieure estiment, en matière d'appel, que les requêtes en permission d'appel sur les décisions administratives prises lors des conférences de gestion d'instance ne devraient pas être possibles, car elles paralysent les procès en raison des délais nécessairement liés à ces appels.

### 6.3 Les voies d'orientation

La réforme de la procédure en matière d'appel n'a présenté aucune difficulté particulière dans son application et il y a donc lieu de la maintenir, sous réserve de certains réajustements proposés par les juges de la Cour d'appel. Il faut aussi considérer la proposition de limiter l'appel sur les questions liées à l'administration du dossier de première instance. À cet égard, l'approche de la Cour d'appel est de ne pas intervenir dans les décisions administratives des tribunaux de première instance, à moins que la décision n'ait pour effet de nier des droits importants ou fondamentaux.

Il faut aussi considérer que, lors de la réécriture globale du code, il faudra revoir les règles de l'appel pour restructurer leur présentation et tenir compte non seulement de la pratique, mais également des changements effectués dans les autres parties du code. Il faudra également revoir les dispositions pour faciliter l'utilisation des technologies de l'information aux différentes étapes de la procédure.



## LES AUTRES POINTS IMPORTANTS DE LA RÉFORME

En plus d'examiner les sujets dont il est question dans les chapitres précédents, la Loi portant réforme du Code de procédure civile a également ajouté de nouvelles règles au code ou modifié plusieurs de ses dispositions.

### 7.1 L'application de la règle de la proportionnalité

#### 7.1.1 La réforme et la jurisprudence

Pour que la justice civile devienne un service public plus accessible dont les coûts et les délais sont raisonnables, la réforme a introduit une nouvelle règle et posé un nouveau principe au code prévoyant que les parties doivent s'assurer que les actes de procédure choisis sont, eu égard aux coûts et au temps exigés, proportionnés à la nature et à la finalité de la demande et à la complexité du litige (art. 4.2). Cette disposition, qui est l'un des principes directeurs du code, prévoit que le juge doit également appliquer le critère de la proportionnalité à l'égard des actes de procédure qu'il autorise ou ordonne. Auparavant, le juge avait le devoir d'identifier les principaux points litigieux en cause et de veiller à ce que le procès soit conduit avec autant de célérité et d'économie que possible<sup>18</sup>. L'introduction de la règle de la proportionnalité dans le code permet de mieux établir l'autorité du juge lorsqu'il intervient dans la gestion de l'instance, et de guider l'action des parties et de leurs avocats.

Ainsi, afin de tenir compte de la règle de la proportionnalité, la disposition permettant au tribunal de mitiger les dépens a été modifiée pour préciser spécifiquement dans le code que le « tribunal peut mitiger les dépens relatifs aux expertises, notamment lorsqu'il estime que l'expertise était inutile, que les frais sont déraisonnables ou qu'un seul expert aurait suffi » (art. 477 al. 2). Le tribunal, qui se voit accorder un rôle plus interventionniste, pourra donc réduire et même annuler les frais d'expertises. Outre dans les instances nécessitant une expertise<sup>19</sup>, cette règle de la proportionnalité est également invoquée devant les tribunaux du Québec lorsqu'un interrogatoire préalable est souhaité, ou encore, lors d'une demande pour un changement de district. Toutefois, il est important de noter que, selon la jurisprudence développée par les tribunaux, le juge n'a aucune discrétion pour accorder un interrogatoire préalable si l'article 396.1 du code n'est pas respecté<sup>20</sup>. De fait, l'article 4.2 ne permet pas aux juges de déroger aux dispositions impératives du Code de procédure civile et ne permet donc l'interprétation que sur les actes de procédure que le tribunal autorise ou ordonne, actes qui doivent être, tout de même, conformes à l'esprit du code.

Toutefois, les tribunaux se fondent souvent sur la règle de la proportionnalité pour étayer leurs décisions. Ainsi, lorsqu'une partie dépose une ordonnance pour un changement de district en vertu de l'article 75.0.1 du code, le tribunal prendra en compte le temps et les coûts engagés, ainsi que la nature de l'action, pour rendre sa

<sup>18</sup> *Wrebbit Inc. c. Benoît*, A.J.Q./P.C. 1999-887 (C.S.), H. Reid et C. Carrier, *Code de procédure civile du Québec – Jurisprudence et doctrine*, Collection Alter Ego, 2005, Wilson & Lafleur, note 4.212, page 24.

<sup>19</sup> *Lainesse c. Centre de service en déficience intellectuelle (CSDI) de la Mauricie-Centre du Québec*, J.E. 2004-1166 (C.S.), *Gyptek 98 enr. c. Stylex 3D inc.*, J.E.2003-2091 (C.Q.).

<sup>20</sup> *Bienstock c. Candappa*, 2005 IIJCan 15963 (C.Q.).

décision. Pour sa part, la partie qui demande une telle ordonnance devra démontrer que la situation est exceptionnelle et qu'il est dans l'intérêt des parties que l'instruction de la cause ait lieu dans un autre district. Selon la jurisprudence, il appert que si la plupart des témoins résident dans un district autre que celui où la cause a été intentée, ce motif sera, généralement, suffisant pour autoriser ce changement<sup>21</sup>.

### 7.1.2 Les consultations

Tant les juges que les représentants du Barreau nous ont souligné que la règle de la proportionnalité n'est pas encore bien intégrée dans la culture judiciaire des avocats. Ces derniers, habitués à utiliser tout l'arsenal possible pour bien représenter leur client, ont de la difficulté avec cette nouvelle philosophie et avec le changement de mentalité et de pratique qu'ils se doivent, dorénavant, d'opérer. Ainsi, même s'il est difficile de faire une évaluation complète et concrète de l'application de cette règle, il a tout de même été constaté que cette disposition est invoquée à de nombreuses reprises dans la jurisprudence, et que les tribunaux en tiennent compte. Selon les représentants du Barreau, plus les juges interviendront pour faire respecter la règle, moins les avocats craindront d'engager leur responsabilité professionnelle en limitant les actes de procédure et la preuve. Cependant, certains peuvent, au contraire, considérer que le non-respect de la règle pourrait engager cette responsabilité.

Par ailleurs, comme cela a été mentionné à diverses reprises, plusieurs, dont les juges de la Cour supérieure et de la Cour d'appel, ont suggéré que le texte de l'article 4.2 (C.p.c.) soit clarifié pour codifier l'interprétation jurisprudentielle qui applique la règle non seulement aux actes de procédure écrite mais également à la preuve. D'autres ont même avancé l'idée que cette règle devrait aussi valoir pour peser l'incidence d'un dossier dans l'ensemble des affaires soumises à la cour, et cela avec le souci de favoriser un accès égal à la justice pour tous.

### 7.1.3 Les voies d'orientation

La règle de la proportionnalité devrait, comme il a été suggéré, être modifiée pour préciser qu'elle s'applique non seulement aux actes de procédure, mais à l'ensemble du processus judiciaire, dont les moyens de preuve, y compris les interrogatoires préalables et les expertises. Cette approche permettrait d'évaluer l'ensemble du dossier pour juger de l'application de la règle et pourrait faciliter la gestion de certains dossiers qui exigent beaucoup de ressources eu égard à l'ensemble de celles qui sont disponibles. Enfin, il faudrait favoriser l'application de la règle de la proportionnalité lorsque le tribunal se prononce sur les dépens.

## 7.2 Les petites créances

### 7.2.1 La réforme

Lors de la réforme, plusieurs règles relatives aux petites créances ont été modifiées. La valeur maximale d'une créance admissible à titre de petite créance a été augmentée, passant de 3 000 \$ à 7 000 \$, et le défendeur peut se porter demandeur reconventionnel. De plus, le demandeur doit joindre à sa demande, dès son introduction, les

<sup>21</sup> Groupe Boudreau Richard inc. c. Immeubles Eau-Bois inc., J.E. 2004-1378 (C.S.).



pièces alléguées au soutien de ses prétentions, et le défendeur doit faire de même lorsqu'il conteste la demande.

Pour favoriser les règlements à l'amiable, un nouveau service de médiation a été mis sur pied. Les séances sont sans frais pour les parties et sont présidées par un avocat ou un notaire.

De plus, afin d'améliorer l'accès à la justice, le greffier s'est vu confier un rôle d'information et d'assistance aux parties. Il doit notamment informer celles-ci qu'elles peuvent soumettre leur litige à la médiation.

Finalement, en matière d'exécution, le créancier peut s'adresser soit à un huissier, soit à un avocat pour faire exécuter son jugement. Une personne physique peut également s'adresser au greffier.

### 7.2.2 Les consultations

Outre les difficultés liées à la médiation, traitées au chapitre 5, de nombreuses autres ont été soulignées lors des consultations, particulièrement par le groupe des greffiers.

Selon les juges de la Cour du Québec, les dossiers sont plus complexes qu'auparavant et il y a de plus en plus de demandes reconventionnelles, ce qui augmente les délais précédant l'audition d'un dossier, et la durée même de l'audition. Le délai d'attente dépasserait un an dans certaines régions.

De plus, les remises sont fréquentes et ne peuvent être autorisées que le jour même de l'audition, ce qui entraîne des déplacements inutiles et la perte de « temps de cour ». Il est alors trop tard pour remplacer sur le rôle le dossier remis par un autre dossier.

Finalement, il y aurait des difficultés d'application dans les autres parties du code, auxquelles réfère l'article 998, notamment en matière de saisie avant jugement et d'appel en garantie, et il existerait sur un certain nombre de questions des courants de jurisprudence contradictoires. Ainsi, de telles contradictions existent concernant la possibilité d'exercer une saisie avant jugement, celle de recevoir une demande reconventionnelle supérieure au seuil d'admissibilité en matière d'appel en garantie et, enfin, concernant l'application de la règle relative à l'avance de l'indemnité aux témoins.

### 7.2.3 Les voies d'orientation

Les commentaires recueillis démontrent que certains réajustements sont nécessaires en matière de recouvrement des petites créances afin d'éliminer certaines difficultés d'application et les effets d'une jurisprudence contradictoire sur certaines questions. Cependant, plusieurs des problèmes soulignés relèvent davantage de l'administration de la justice que du code lui-même. Ainsi, les rôles pourraient être faits de manière à distinguer les affaires où la conclusion recherchée est le paiement d'une créance liquide et exigible, comme cela se présente dans les actions sur compte d'honoraires, ou encore, les affaires où la somme réclamée est de 3,000 \$ ou moins. D'ailleurs, pour ces affaires, il faudrait étudier plus avant la possibilité de confier des responsabilités aux greffiers spéciaux.

De plus, afin de faciliter la tâche des juges qui doivent parfois trancher des litiges plus complexes, un partenariat pourrait être envisagé avec le Barreau du Québec pour offrir un service d'aide aux parties avant l'audience — semblable à celui offert par l'Association du Jeune Barreau de Montréal. Un service d'assistance gratuit devrait



être privilégié, comme le recommandait le Comité de révision de la procédure civile, ce qui permettrait aux parties de mieux préparer leur dossier.

### 7.3 Les recours collectifs

#### 7.3.1 La réforme

Concernant les recours collectifs, la modification la plus importante apportée par la Loi portant réforme du Code de procédure civile est que la requête en autorisation d'exercice d'un recours collectif n'est plus appuyée d'une déclaration faite sous serment, ce qui signifie que le demandeur ne peut pas être interrogé avant la présentation de la requête (art. 1002). Cette modification visait à réduire les délais occasionnés par une multiplication des interrogatoires avant la présentation de la requête en autorisation ; elle visait aussi à reporter le débat sur le fond du litige après l'introduction de l'action collective. Ainsi, la réforme venait limiter les parties qui plaidaient trop souvent au fond à l'étape préliminaire de l'autorisation.

La validité de cette modification a été attaquée devant les tribunaux, mais elle a été confirmée par la Cour d'appel et par la Cour suprême puisque la contestation du défendeur est toujours possible au stade de l'autorisation, et que les autres règles du procès civil demeurent inchangées et applicables à un recours collectif. Ainsi, « l'autorisation du recours collectif<sup>22</sup> n'aliène ni ne retire aucun droit substantif au défendeur qui peut utiliser tous les moyens légaux pour combattre les prétentions du requérant en autorisation »<sup>23</sup>.

#### 7.3.2 Les consultations

Selon les représentants du Barreau, l'abolition de l'interrogatoire avant la présentation de la requête ne permettrait pas de bien évaluer la recevabilité de cette requête avant sa présentation, et elle serait en grande partie responsable de la forte croissance du nombre de recours collectifs autorisés au Québec. Cette croissance a même incité la Cour supérieure à créer la chambre des recours collectifs pour la division de Montréal. Le Québec serait la seule juridiction canadienne qui ne permet pas un tel interrogatoire. Selon les représentants du Barreau, ce problème est d'autant plus important que le jugement qui accueille la requête et autorise le recours est sans appel.

Les représentants du Barreau mentionnent également qu'il y a lieu de poursuivre la réflexion et d'effectuer de plus amples recherches, car il est difficile pour l'instant de s'avancer sans des données plus complètes.

Par ailleurs, les représentants de la Cour supérieure et du Barreau ont souligné que le Fonds d'aide aux recours collectifs du Québec accordait une aide financière dans un grand nombre de cas, ce qui facilite davantage l'exercice de ces recours. Selon le rapport annuel 2004-2005 du Fonds d'aide aux recours collectifs, 73 demandes d'aide sur 84 ont été accueillies par le Fonds.

Certains avocats des autres provinces canadiennes profiteraient de cette situation pour présenter une requête en autorisation au Québec et, une fois l'autorisation obtenue, suspendraient les procédures au Québec pour obtenir une certification d'exercer le recours collectif dans les autres provinces. Par la suite, ces avocats

<sup>22</sup> Pharmascience Inc. c. Option consommateurs, [2005] R.J.Q. 1367 (C.A.), 1376.

<sup>23</sup> Pharmascience Inc. c. Option consommateurs, [2005] R.J.Q. 1367 (C.A.), p. 1374.

tenteraient d'imposer le règlement hors cour ou la décision judiciaire d'une autre province aux plaignants québécois. Cette pratique est d'autant plus problématique que les règles de droit substantiel de la *common law* qui sont en cause ne sont pas toujours les mêmes qu'en droit civil québécois.

Les juges nous ont également souligné qu'en matière de recours collectif, il y aurait de plus en plus de demandes de changement de district, afin de réduire les déplacements des avocats, ce qui aurait pour effet de concentrer l'audition de tels recours à Montréal.

Devant de tels problèmes, certains nous ont suggéré de revenir aux anciennes règles du code ou, à tout le moins, de permettre un appel sur permission des jugements accueillant une requête en autorisation de recours collectif.

### 7.3.3 Les voies d'orientation

Il ne paraît pas opportun de rétablir les règles antérieures, car cela recréerait les difficultés antérieures et ouvrirait la porte aux abus que la réforme a voulu corriger, puisque ces pratiques augmentaient de manière significative les délais. On ne peut inférer de la seule hausse constatée dans le nombre de recours une déficience de la règle en matière d'autorisation. Si l'interrogatoire du requérant devait être de nouveau admis, il faudrait que le tribunal en précise les limites afin d'éviter les dérives et le prolongement des délais.

Permettre un appel limiterait le risque de tels abus, mais augmenterait tout de même les délais. C'est d'ailleurs le constat que le législateur avait fait en 1982 lorsqu'il a adopté la règle actuelle sur l'appel. La règle introduite par la réforme demeure donc préférable puisque d'une part, la requête en autorisation constitue déjà un premier mécanisme de filtrage des recours collectifs et que, d'autre part, la décision du tribunal autorisant un recours collectif ne limite aucunement le défendeur dans ses moyens sur le fond du dossier.

## 7.4 L'utilisation des technologies

### 7.4.1 Les consultations

Certes, les nouvelles technologies sont utilisées dans l'administration de la justice, mais elles le sont insuffisamment. Même si la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information est d'une grande flexibilité envers les parties en ce qui concerne l'utilisation des différentes technologies offertes pour faciliter l'échange d'information, et même s'il est reconnu que cela pourrait augmenter l'efficacité de la justice, il demeure que le Code de procédure civile actuel est un code essentiellement fondé sur l'écrit.

Les groupes rencontrés sont favorables à l'utilisation des technologies. Les conférences téléphoniques, par exemple, seraient utilisées fréquemment par les juges et les avocats pour les conférences de gestion de l'instance.

Il a toutefois été souligné qu'il faut agir avec prudence à l'endroit de certaines de ces techniques. La visioconférence, par exemple, serait fort utile pour la gestion de l'instance, mais des réserves ont été émises sur son utilisation pour l'interrogatoire des témoins, et des craintes ont été exprimées quant aux incidences de cette utilisation dans les régions, car, dans tous les cas, il est important que ces technologies ne soient pas employées au détriment, en région, du contact entre le juge et les citoyens, qu'elles ne devraient pas remplacer.



Quant à la possibilité de transmettre la preuve aux autres parties sur un DVD, certains intervenants ont souligné que les avocats et les juges n'ont pas tout l'équipement qui y est nécessaire, même si cela s'avère un procédé très efficace pour ceux qui ont la capacité de l'utiliser. La présence de l'équipement nécessaire à l'enregistrement numérique des séances des cours dans la plupart des palais de justice permettra certainement une utilisation plus fréquente des DC et des DVD pour la transmission de la preuve.

Enfin, le Barreau du Québec a exprimé son intérêt pour que l'on instaure un greffe civil en ligne dans tous les districts judiciaires et pour que l'on considère une gestion électronique du système de justice.

#### 7.4.2 Les voies d'orientation

Il est important de continuer d'encourager les différents intervenants du système judiciaire à utiliser les moyens technologiques mis à leur disposition et de les sensibiliser aux avantages que ces technologies peuvent offrir puisque ces dernières permettent généralement de diminuer les coûts de la justice. Cette utilisation de la technologie ne doit cependant pas se faire au détriment de la bonne administration de la justice, mais les juges et les avocats semblent conscients de cette exigence, et un encadrement juridique ne semble pas être nécessaire présentement.

Afin de réduire les coûts associés à la présentation de requêtes, certaines de ces présentations devraient pouvoir être faites, surtout lorsque la requête n'est pas contestée, au moyen de conférences téléphoniques dirigées par un juge. Cette méthode permettrait d'éviter des déplacements aux avocats et des coûts aux clients. L'appel du rôle, s'il doit être maintenu, pourrait également être remplacé par une convocation par voie de courriel ou par un avis par téléphone, soit pour participer à une conférence à distance, soit pour se présenter à une heure précise au tribunal. De telles méthodes participeraient au développement de la justice sur rendez-vous.

### 7.5 Diverses mesures liées au déroulement de l'instance

#### 7.5.1 L'incidence de l'augmentation des pouvoirs des tribunaux

L'article 46 du code a été clarifié pour qu'il y soit prévu que les tribunaux et les juges peuvent prononcer, en toutes matières, des ordonnances de sauvegarde des droits des parties. Lors des consultations, tous les groupes ont mentionné que cette modification fonctionnait généralement bien.

Selon la Cour d'appel, l'article devrait toutefois être modifié pour faire en sorte que, conformément à la pratique, les pouvoirs prévus à l'article 46 du code soient exercés, lors d'un appel, par la Cour d'appel siégeant en formation et non par un juge seul, aucun article du code n'attribuant spécifiquement à un juge de la cour le pouvoir de délivrer des ordonnances de sauvegarde<sup>24</sup>.

#### 7.5.2 La comparution et le défaut

L'article 119 du code prévoit que le défendeur doit comparaître généralement dans les 10 jours à compter de la signification de la demande introductive d'instance, et que le défaut de comparaître permet à la partie adverse de présenter une demande de jugement par défaut. L'article 151.4 du code prévoit par ailleurs que la demande

<sup>24</sup> 9045-6740 Québec Inc. c. 9049-6902 Québec Inc., 10 novembre 2003, (C.A.) J.E. 2003-2270.

introductive d'instance est présentée à la date indiquée dans l'avis au défendeur, date qui, généralement, ne peut être fixée à moins de trente jours à compter de la signification.

Ces deux délais créent, selon les commentaires exprimés principalement par les greffiers, de la confusion chez les citoyens, particulièrement chez les personnes qui ne sont pas représentées par un avocat. Cette confusion entraîne à l'occasion une situation où le défendeur ne peut utiliser, comme seul moyen, que la requête en rétractation de jugement. Il a été suggéré de ne pas conserver la comparution, ou sinon de prévoir un seul délai pour la comparution et la présentation. À tout le moins, le texte en annexe du code contenant l'avis au défendeur devrait être modifié pour qu'il y soit indiqué de façon plus évidente que le défendeur doit comparaître dans le délai de 10 jours pour manifester son intention de contester.

La conservation du délai de 10 jours pour manifester l'intention de contester a l'avantage de permettre aux avocats des parties d'entrer en contact rapidement pour négocier l'entente sur le déroulement de l'instance prévue à l'article 151.1 du code. Puisqu'elle est notée au plume, elle permet également au greffe de savoir si la partie défenderesse a l'intention de contester. Elle permet également d'accélérer la procédure en permettant au demandeur d'obtenir un jugement par défaut dès l'expiration du délai pour comparaître dans les cas où le défendeur n'a pas l'intention de contester la demande.

Cependant, il est probable que la source du problème est de nature terminologique. Pour la personne qui agit seule ou pour un non-juriste, la notion de comparution suppose que l'on se présente physiquement au tribunal. C'est d'ailleurs le sens donné à ce terme par les dictionnaires. Aussi, plutôt que de modifier les deux délais prévus au code, il serait préférable de modifier plutôt la terminologie de l'avis au défendeur afin d'y indiquer, de façon plus évidente, qu'il doit, dans le délai de 10 jours, indiquer s'il a l'intention de contester la demande personnellement ou par l'entremise d'un avocat.

### 7.5.3 Le changement de district

L'article 75.0.1 du code, qui remplace l'article 437.1 du code antérieur, permet, exceptionnellement, le changement de district d'une instruction. Les représentants de la Cour supérieure et de la Cour du Québec ont souligné que cette disposition, dont l'interprétation est restrictive, fonctionne bien mais qu'elle est souvent utilisée à la convenance des avocats, lorsque le changement de district est plus pratique pour eux, ce qui ne devrait pas être le cas, surtout que cela peut entraîner des coûts supplémentaires pour les parties et les témoins. À certains égards, il y a confusion entre les règles sur le lien d'introduction de l'action et la règle sur le changement de district. Il pourrait donc être opportun, lors de la révision de l'ensemble du code, de revoir ces règles.

Par ailleurs, selon la jurisprudence sur cet article, les tribunaux appliquent dans ce cas la règle de la proportionnalité, et le lieu de pratique des avocats, à lui seul, ne justifie pas un changement de district.

### 7.5.4 L'intervention des tiers

En remplaçant les articles 210 à 213 par les nouveaux articles 210 et 211 du code, le législateur voulait simplifier la procédure d'intervention des tiers. La plupart des groupes consultés ont fait remarquer que la réforme n'était pas allée assez loin pour





clarifier le statut des tiers mis en cause ou appelés en garantie. La solution à ces problèmes devrait se présenter dans la phase subséquente de la révision globale.

### 7.5.5 La convocation et l'indemnisation des témoins

L'article 281.1 du code a été ajouté afin de prévoir que la partie qui assigne un témoin doit lui avancer, pour la première journée de présence à la cour, l'indemnité pour la perte de temps et les allocations pour les frais de transport, de repas et d'hébergement.

Selon les groupes entendus, les témoins convoqués ne seraient pas suffisamment informés et les parties n'ont pas toujours les moyens de payer, et certains témoins n'ont pas les moyens de se présenter s'ils ne sont pas indemnisés. Le problème serait plus important en région, les déplacements étant généralement plus longs et ainsi plus coûteux. Une partie des problèmes relatifs à ce point pourrait être réglée si les parties utilisaient davantage les déclarations écrites tenant lieu de témoignage prévues à l'article 294.1 du code. Ce procédé ne serait toutefois pas encore suffisamment utilisé.

Un problème soulevé par plusieurs intervenants consultés est la difficulté de recouvrer l'argent versé lorsqu'il y a un règlement hors cour avant l'audition, en cas de remise ou lorsque la personne ne se présente pas. Ce problème pourrait être réglé en n'avancant plus l'indemnité pour la perte de temps, qui ne serait remise que dans les 10 jours précédant l'audition. Une personne qui est avisée que son témoignage n'est plus nécessaire, à la suite d'un règlement, par exemple, devrait toutefois recevoir une indemnité pour perte de temps si elle n'est pas avisée suffisamment tôt.

Par ailleurs, il n'y aurait pratiquement jamais d'indemnisation des témoins aux petites créances. L'article 987 du code devrait être modifié afin de prévoir que le juge décide, lors de l'audition, du droit à un témoin d'être indemnisé ou non et de l'identité de la personne qui payera cette indemnité, le cas échéant.

Il y aurait également lieu de prévoir au code une mesure pour empêcher, autant que possible, les remises de dernière heure, et ainsi éviter des déplacements inutiles aux témoins.

### 7.5.6 La scission d'instance

La scission d'instance peut permettre qu'un litige soit tranché par une décision portant sur une question préliminaire, évitant ainsi une preuve complexe, inutile ou relative à une conclusion non fondée, ou encore, favorisant un règlement du litige. Dans de telles éventualités, la scission d'instance est susceptible de réduire les coûts et les délais de façon appréciable. Compte tenu des avantages de la scission d'instance, il a donc paru opportun, lors de la réforme, d'en supprimer le caractère exceptionnel et de la permettre en toutes matières. Les groupes entendus n'ont pas fait de commentaires négatifs sur ce point.

Bien que la réforme n'ait pas changé cette règle, les représentants du Barreau s'expliquaient mal pourquoi la décision de scinder l'instance est sans appel. À cet égard, le Comité de la révision de la procédure civile suggérait de ne pas modifier cette règle pour éviter une multiplication des appels. L'absence d'appel de cette mesure de gestion permet d'éviter des délais sans faire perdre de droits aux parties, et il ne paraît pas opportun de modifier cette règle.

### 7.5.7 La communication des pièces

Les règles de la communication des pièces ont été modifiées lors de la réforme pour qu'elles concordent avec la nouvelle procédure d'introduction de l'instance. Les modifications visaient à faciliter et à accélérer le déroulement de l'instance tant à l'étape de la présentation de la demande qu'à celle de l'audition, en améliorant la communication des pièces entre les parties le plus tôt possible dans l'instance. Tous ont exprimé leur accord avec ces mesures et avec l'objectif recherché.

Cependant, les juges de la Cour supérieure nous ont souligné que trop de documents sont introduits trop tôt au greffe, ce qui rend leur classement difficile et augmente le risque que des documents ne soient perdus. Le problème se situe donc lors de la production au tribunal plutôt qu'au moment de l'échange entre les parties. Il faudrait apporter des réajustements pour remédier à la difficulté. À l'inverse, les juges ont insisté sur le fait que tout en retardant le moment de la production, il était essentiel de rendre les documents accessibles au tribunal pour permettre la gestion du dossier et la préparation du procès.

Par ailleurs, les représentants du Barreau ont aussi proposé que l'article 17 du règlement de procédure de la Cour supérieure soit modifié pour permettre la production d'une pièce après la mise en état du dossier, sans avoir à présenter une requête lorsque les parties y consentent. Cependant, il semble préférable de maintenir cette autorisation, compte tenu que les parties se sont engagées quant à la durée de l'audition, et qu'un tel ajout de pièces peut modifier celle-ci.

### 7.5.8 Les dépens

La réforme de 2002 n'a pas modifié les règles sur les dépens si ce n'est pour préciser la discrétion du tribunal sur les frais d'expertises.

Lors des consultations, peu de commentaires ont donc porté sur les dépens, mais certains membres de la communauté juridique ont néanmoins souligné que l'ensemble des règles sur l'attribution des dépens devrait être revu. Même si la réforme n'a abordé cette question qu'à l'égard du pouvoir des juges de mitiger les dépens relatifs à une expertise, il est important que la question globale des dépens soit examinée davantage avant que des solutions ne soient proposées, ce qui devrait être fait à l'étape sub-séquente de la réforme.



Ce rapport, comme prescrit par l'article 180 de la Loi portant réforme du Code de procédure civile (L.Q. 2002, c. 7), fait état de la mise en œuvre de la réforme tant sur le délai de rigueur de 180 jours prévu par l'article 110.1 du Code de procédure civile que sur les autres changements majeurs qui ont alors été apportés au code et qui concernent notamment l'entente sur le déroulement de l'instance et la gestion de celle-ci, particulièrement à l'égard des expertises et des interrogatoires préalables, de la contestation orale, de la conférence de règlement à l'amiable et de l'appel, de même que la règle de la proportionnalité et les nouvelles mesures en matière de recours collectif et de recouvrement des petites créances.

Malgré les insuffisances et les difficultés d'application de la réforme, il demeure que celle-ci répond au besoin d'instituer de nouveaux équilibres dans le déroulement des instances et de modifier en profondeur la culture judiciaire prévalant jusqu'alors au Québec. Cependant, le court délai entre l'entrée en vigueur de la réforme et l'évaluation de celle-ci n'a pas permis d'en évaluer tous les bénéfices. Néanmoins, le rapport permet de conclure à la nécessité de maintenir les acquis qui en découlent, et donc d'en maintenir les éléments essentiels.

Cette conclusion première ne nous permet pas d'ignorer les insuffisances et les difficultés exprimées par les intervenants, et le besoin d'apporter des aménagements à certaines des règles adoptées en 2002. Il apparaît donc opportun, comme le rapport l'indique sous tous les chapitres au titre des voies d'orientation, de proposer des modifications aux règles du droit actuel pour faciliter l'application des principes et règles mis de l'avant dans la réforme de 2002.

La préparation de ce rapport a permis de mener des discussions très fructueuses avec tous les intervenants de la justice, et a suscité de nombreuses réflexions. La consultation qui sera faite par la commission compétente de l'Assemblée nationale devrait permettre d'avancer encore à cet égard. À cette étape, plutôt que de proposer des modifications précises au Code de procédure civile, il paraît préférable de soumettre à la consultation et à la discussion des voies d'orientation plus générales, mais aussi plus susceptibles d'inspirer les réajustements opportuns.

Cette approche paraît d'autant plus appropriée que les modifications apportées au Code de procédure civile en 2002 ne constituaient qu'une partie de la réforme envisagée par le ministre de la Justice. En effet, le rapport du Comité de révision de la procédure civile, remis au ministre en 2001, proposait de revoir l'ensemble du code. D'ailleurs, un document de consultation fut déposé en juin 2002 à l'Assemblée nationale pour proposer d'ajouter deux nouveaux titres au futur Code de procédure civile portant l'un sur le cadre général de la procédure civile et l'autre sur la procédure de première instance en matière contentieuse. Actuellement, les travaux entrepris par le ministère de la Justice sont suffisamment avancés pour qu'il soit envisagé de présenter dans les prochains mois une proposition d'ensemble pour l'adoption d'un nouveau Code de procédure civile, lequel intégrerait, entre autres mesures, les modifications qui découleraient de l'étude du présent rapport par la Commission des institutions.

À cette étape, il ne serait ni opportun ni nécessairement judicieux de proposer des modifications spécifiques au Code de procédure civile, et c'est pourquoi il est recommandé au terme de ce rapport de soumettre à la consultation et à la discussion les voies d'orientation développées à chacun des chapitres plutôt que des recommandations particulières.

D'ailleurs, les difficultés et insuffisances constatées aujourd'hui ne sont pas telles qu'il y ait lieu d'intervenir immédiatement. Les correctifs essentiels ont été apportés en juin 2004. Sur les autres points, des mesures administratives sont déjà considérées pour pallier les difficultés les plus sérieuses, notamment pour utiliser au mieux les technologies de l'information disponibles, et des programmes de formation ont été donnés ou sont prévus pour permettre tant aux juges qu'aux avocats de mieux utiliser les possibilités offertes par les règles de la procédure civile. Comme certains l'ont mentionné, l'une des manières les plus simples pour favoriser l'accès à la justice est d'appliquer la réforme adoptée en 2002.

Les voies d'orientation proposées tiennent compte de la consultation auprès des membres de la communauté juridique et visent l'ensemble des chapitres du rapport.

En ce qui concerne les voies d'orientation du chapitre 1 correspondant au délai d'inscription pour enquête et audition, il s'agirait de :

- ◆ Maintenir l'obligation de la mise en état et de l'inscription de l'affaire pour enquête et audition dans un délai de 180 jours dans tous les dossiers, en matière civile, quelle qu'en soit la nature, tout en y apportant certains éléments de souplesse.
- ◆ Maintenir la demande de prolongation puisque cela pourrait permettre à un juge, surtout si la requête introductive d'instance n'a pas fait l'objet d'une présentation devant le tribunal en début d'instance, d'analyser l'état du dossier, d'apprécier le bon déroulement de l'instance et l'application de la règle de proportionnalité.
- ◆ Traiter les demandes de prolongation de délai par lettre ou au moyen d'une conférence téléphonique afin de permettre aux clients, aux tribunaux, aux avocats et aux greffiers de réaliser des économies importantes.
- ◆ Exclure du calcul du délai de 180 jours les périodes de l'année où l'activité judiciaire est ralentie, soit la période qui s'étend du 15 juillet au 15 août et celle qui va du 15 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.
- ◆ Codifier la règle 74 du Règlement de procédure civile de la Cour supérieure, qui prévoit que le juge peut convoquer les parties pour discuter de l'entente sur le déroulement de l'instance, à la demande de l'une des parties ou à la suite d'un signalement résultant d'une vérification aléatoire.
- ◆ Offrir aux tribunaux d'autres mesures d'intervention que la présomption absolue du désistement du demandeur, en cas de défaut d'inscrire dans le délai de 180 jours ou dans le délai imparti par le tribunal. Ces mesures devraient permettre que le tribunal puisse convoquer les parties afin qu'elles s'expliquent sur leur retard, leur donner les instructions nécessaires pour la mise en état du dossier dans le délai qui serait prévu, ou encore, prévoir que la cause soit réputée inscrite pour instruction sur le dossier tel que constitué.

Pour ce qui est des voies d'orientation du chapitre 2 concernant la gestion de l'instance, il faudrait :

- ◆ Promouvoir la formation sur l'utilisation de l'entente sur le déroulement de l'instance et préciser davantage le contenu de l'entente, particulièrement en ce qui concerne la durée, le nombre, l'objet, le coût et les conditions générales des interrogatoires préalables et des expertises, et former les avocats et les juges sur les objectifs de l'entente.
- ◆ Instaurer un projet pilote de vérification aléatoire des ententes, et que cette vérification soit faite soit par des juges, soit par des greffiers qui signaleraient alors au juge les ententes incomplètes et les cas plus complexes où une intervention du juge est nécessaire.



- ◆ Favoriser, dans la mesure du possible, l'examen de la requête introductive par un juriste au service du juge, et fixer la présentation de la requête à un moment précis et envisager la possibilité de le faire par conférence téléphonique. De plus, considérer la possibilité de confier aux greffiers spéciaux certaines fonctions d'assistance lors de la présentation.
- ◆ Remplacer la présentation des nombreuses requêtes qui doivent être entendues par un juge en chambre de pratique par une présentation écrite ou par la tenue d'une conférence téléphonique ; cela aurait comme avantage de réduire les coûts, les déplacements inutiles et les temps d'attente au palais de justice.
- ◆ Examiner d'autres façons de convoquer les parties, d'établir les rôles et de vérifier les dossiers inactifs.
- ◆ Favoriser la formation sur la conférence de gestion d'instance, et tenir compte de l'intérêt des candidats pour la gestion d'instance lors de la sélection des juges.
- ◆ Maintenir le mécanisme de gestion particulière de l'instance, tout en clarifiant le pouvoir du tribunal de limiter la durée de l'instruction.
- ◆ Favoriser le recours aux conférences préparatoires dans les affaires de longue durée.
- ◆ Faire en sorte que la règle de la proportionnalité s'applique aussi à l'utilisation des services judiciaires.
- ◆ Permettre au juge en chef de désigner un autre juge, lorsque le juge chargé de la gestion particulière de l'instance est empêché d'agir ou n'est pas disponible.

Quant aux voies d'orientation du chapitre 3 sur les interrogatoires préalables et les expertises, sous réserve du rapport attendu du Comité magistrature – Barreau du Québec – ministère de la Justice sur l'expertise, elles devraient être les suivantes :

- ◆ Réserver les objections soulevées lors de l'interrogatoire préalable, sauf celles fondées sur le secret professionnel et les droits fondamentaux, pour décision par le juge chargé d'entendre la cause au fond, qui en disposerait lors des témoignages au procès.
- ◆ Favoriser le recours à l'expert unique au service de la Cour, à la condition que ce soit du consentement des parties. Cela assurerait une plus forte neutralité de l'expert et permettrait une diminution des objections relatives à la compétence de ce dernier ; de plus, les parties pourraient progresser plus rapidement dans la mise en état du dossier.
- ◆ Indiquer au code qu'il est du devoir de l'expert d'éclairer la cour, et que ce devoir prime les intérêts de la partie qui retient ses services. Pour s'assurer des effets réels de cette règle, il y aurait lieu d'exprimer diverses mesures plus techniques d'engagement de la part de l'expert et d'obligations diverses, telles la divulgation des instructions de la partie qui a retenu ses services, l'absence de lien de sa rémunération avec l'issue du procès, etc.

Les voies d'orientation du chapitre 4 concernant la défense orale prévoient les mesures suivantes :

- ◆ Imposer des conditions plus lourdes pour le changement de mode de contestation. Les juges pourraient avoir un droit de regard sur le choix d'une défense écrite par les parties.
- ◆ Prévoir dans le code que les motifs de la contestation orale soient notés au procès-verbal ou qu'un argumentaire schématique soit versé au dossier. De plus, un rôle spécial ou un système de priorité, pour les affaires où la contestation est orale, pourrait être instauré.
- ◆ Étudier la possibilité de reporter une partie du tarif imposé lors de la comparution sur la défense écrite et l'inscription.

Les voies d'orientation du chapitre 5 traitant des conférences de règlement à l'amiable recommandent de :

- ◆ Privilégier, pour favoriser l'accès en région à ces conférences, le regroupement des conférences de règlement à l'amiable vers des centres régionaux où les effectifs en place et les juges en résidence permettraient d'assurer ce service.
- ◆ Offrir des mesures adaptées aux besoins des juges itinérants présents en région afin qu'ils puissent tenir des conférences de règlement à l'amiable.
- ◆ Pallier le système de rotation des médiateurs de la division des petites créances en procédant par appel d'offres, et alléger le contenu du rapport que doit produire le médiateur au greffe en vertu de l'article 973 du code.
- ◆ Favoriser la médiation préalablement même à l'introduction d'une demande en justice, et considérer la possibilité de codifier les règles de base en la matière au titre des modes non judiciaires de règlement des litiges au Code de procédure civile.

77

Les voies d'orientation du chapitre 6 concernant l'appel prévoient de :

- ◆ Maintenir les règles actuelles, sous réserve de certains réajustements proposés par les juges de la Cour d'appel.
- ◆ Considérer la proposition de limiter l'appel sur les questions liées à l'administration du dossier de première instance.
- ◆ Revoir les règles de l'appel lors de la réécriture globale du code afin, d'une part, de restructurer leur présentation tout en tenant compte de la pratique et des changements effectués dans les autres parties du code et, d'autre part, de faciliter l'utilisation des technologies de l'information aux différentes étapes de la procédure.

Finalement, pour ce qui est des voies d'orientation du chapitre 7 portant sur les autres points importants de la réforme, il faudrait :

- ◆ Codifier le fait que la règle de la proportionnalité qui doit être respectée par les parties et le tribunal porte non seulement sur les actes de



procédure, mais également sur les moyens de preuve, et considérer qu'elle puisse s'appliquer à l'ensemble du processus judiciaire.

- ◆ Favoriser l'application de la règle de la proportionnalité lorsque le tribunal se prononce sur les dépens.
- ◆ Établir les rôles, en matière de recouvrement des petites créances, de manière à distinguer les affaires où la conclusion recherchée est le paiement d'une créance liquide et exigible, comme cela se présente dans les actions sur compte, ou encore, les affaires où la somme réclamée est de 3 000 \$ ou moins. De plus, pour ces affaires, il faudrait étudier la possibilité de confier des responsabilités aux greffiers spéciaux.
- ◆ Envisager, en matière de recouvrement des petites créances, un partenariat avec le Barreau du Québec pour offrir un service d'aide aux parties avant l'audience afin de faciliter la présentation de la preuve aux juges, lesquels sont appelés, en raison de l'augmentation du seuil de compétence, à trancher des litiges plus complexes.
- ◆ Maintenir la règle actuelle en matière de recours collectif, mais poursuivre tout de même la réflexion et les recherches en cette matière. Cependant, si l'interrogatoire du requérant devait être de nouveau admis, il faudrait que le tribunal en précise les limites afin d'éviter les dérives et le prolongement des délais.
- ◆ Continuer d'encourager les différents intervenants du système judiciaire à utiliser les moyens technologiques mis à leur disposition, et les sensibiliser aux avantages que ces technologies peuvent offrir.
- ◆ Instaurer un greffe civil en ligne dans tous les districts judiciaires et envisager la gestion électronique du système de justice.
- ◆ Pouvoir présenter certaines requêtes – surtout celles qui ne sont pas contestées –, au moyen de conférences téléphoniques dirigées par un juge, et ce, afin de réduire les coûts associés à la présentation des requêtes.
- ◆ Procéder à l'appel du rôle général en prévoyant une convocation par voie de courriel ou par téléphone, soit pour participer à une conférence téléphonique à distance, soit pour se présenter à une heure précise au tribunal.
- ◆ Préciser l'article 46 du code pour faire en sorte que le pouvoir de rendre des ordonnances de sauvegarde prévu à cet article soit exercé, lors d'un appel, par la cour d'appel siégeant en formation et non par un juge seul.
- ◆ Modifier la terminologie de l'avis au défendeur en ce qui concerne la comparution afin d'y indiquer de façon plus évidente qu'il doit, dans le délai de 10 jours, indiquer s'il a l'intention de contester la demande personnellement ou par l'entremise d'un avocat.
- ◆ Éliminer la confusion qui existe à certains égards entre les règles sur le lieu d'introduction de l'action et la règle sur le changement de district, et considérer revoir ces règles lors de la révision du code.
- ◆ Clarifier le statut des tiers mis en cause ou appelés en garantie lors de la réécriture du code.

- ◆ Pour pallier les difficultés liées à l'indemnisation des témoins, utiliser davantage le témoignage écrit et n'avancer l'indemnité pour la perte de temps que dans les 10 jours précédant l'audition.
- ◆ Modifier le code au chapitre des petites créances afin d'éviter les remises de dernière heure et permettre au juge de décider, lors de l'audition, du droit d'un témoin d'être indemnisé ou non et de l'identité de la personne qui paiera cette indemnité, le cas échéant.
- ◆ Maintenir la règle de la scission d'instance.
- ◆ Revoir les règles de la communication des pièces pour faire en sorte qu'elles ne soient déposées qu'en temps utile.
- ◆ Revoir l'ensemble des règles sur l'attribution des dépens.



Réalisé par la Direction des communications du ministère de la Justice

